



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 9 octobre 1954

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, October 9th, 1954

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

- 1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.
- 2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.
- 3° Spécifier le nombre d'insertions.
- 4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.
- 5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.
- 6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.
- 7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.
2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.
3. Specify the number of insertions.
4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.
5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.
6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.
7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

délaï pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délaï expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
31753 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Gouvernement House. Québec, June 27th, 1940
31753 — 1-52

Lettres patentes

(P.G. 12064-54)

Arlington Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six août 1954, constituant en corporation: Jean-Paul Cardinal, Marcel Lajeunesse et Jacques P. Dansereau, avocats, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de placements, sous le nom de "Arlington Investments Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions communes d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38175-o C. E. CANTIN.

Letters Patent

(A.G. 12064-54)

Arlington Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of August, 1954, incorporating: Jean-Paul Cardinal, Marcel Lajeunesse and Jacques P. Dansereau, advocates, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the operations of an investment company under the name of "Arlington Investments Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of August, 1954.

38175 C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

(P.G. 12189-54)

**Association de Pêche & Chasse du Lac
Bowker
Lake Bowker Fish and Game Association**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un août 1954, constituant en corporation sans capital-actions: Ronald St-François, voyageur, de Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François, Edgar Belhumeur, instituteur, de Lac Bowker, Bonsecours, Omer-C. Bolduc, marchand, de Bonsecours, tous deux du district judiciaire de Bedford, Émile Painchaud, importateur, de Westmount, Roger-O. Papineau, auditeur comptable, Jean Goulet, gérant d'exportation, Henri-Paul Lemay, avocat, tous trois de Montréal, ces quatre derniers du district judiciaire de Montréal, et Frs-Paul Noël, notaire, des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Réunir en association des personnes désirant se grouper pour la pratique des sports, l'étude des questions artistiques, culturelles et économiques, sous le nom de "Association de Pêche & Chasse du Lac Bowker" — Lake Bowker Fish and Game Association".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est, de \$50,000.

Le siège social de la corporation est au Lac Bowker, dans la municipalité du canton d'Orford, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38175-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12189-54)

**Association de Pêche & Chasse du Lac
Bowker
Lake Bowker Fish and Game Association**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of August, 1954, to incorporate as a corporation without share capital: Ronald St-François, traveller, of Sherbrooke, judicial district of Saint-François, Edgar Belhumeur, teacher of Lake Bowker, Bonsecours, Omer C. Bolduc, merchant, of Bonsecours, both of the judicial district of Bedford, Émile Painchaud, importer, of Westmount, Roger O. Papineau, auditor-accountant, Jean Goulet, export manager, Henri Paul Lemay, advocate, all three of Montreal, the latter four of the judicial district of Montreal, and Frs.-Paul Noël, notary, of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To gather into an association persons desiring to group themselves for the practice of sports, the study of artistic, cultural and economic questions under the name of "Association de Pêche & Chasse du Lac Bowker — Lake Bowker Fish and Game Association".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Lake Bowker, in the municipality of the township of Orford, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38175 Deputy Attorney General.

(P.G. 12214-54)

Ben Berke & Son Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux septembre 1954, constituant en corporation: Charles Wolfson, avocat, Alva P. Boyd, sténographe, fille majeure, tous deux de Montréal, et Aaron H. Mettarlin, notaire, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements, merceries, tissus, cuirs, chaussures et faire affaires comme tailleurs et nettoyeurs, sous le nom de "Ben Berke & Son Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux septembre 1954.

L'Assistant-procureur général,
38175-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12214-54)

Ben Berke & Son Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of September, 1954, incorporating: Charles Wolfson, advocate, Alva P. Boyd, stenographer, spinster, both of Montreal, and Aaron H. Mettarlin, notary, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, small wares, fabrics, leather, footwear, and carry on business as tailors and cleaners, under the name of "Ben Berke & Son Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of September, 1954.

C. E. CANTIN,
38175 Deputy Attorney General.

(P.G. 12199-54)

Canadian Family Food Plan Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier septembre 1954, constituant en corporation: Sydney Klein, administrateur, Sally Sheiner Klein, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Sydney Klein, tous deux

(A.G. 12199-54)

Canadian Family Food Plan Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of september, 1954, incorporating: Sydney Klein, executive, Sally Sheiner Klein, housewife, wife contractually separate as to property of the said Sydney Klein, both of Montreal, and Saul

de Montréal, et Saul Tarnofsky, administrateur, de Hampstead, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'appareils et machines électriques et de produits alimentaires de toutes sortes, sous le nom de "Canadian Family Food Plan Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier septembre 1954.

L'Assistant-procureur général,
38175-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12195-54)

Cap Curling Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente août 1954, constituant en corporation: Gabriel Pépin, agent distributeur, Pierre Fortier, comptable agréé, Gaston Marcotte, R.-Pierre Hubert, médecins, Arthur Pronovost, restaurateur, Jean Leblanc, épicière, Jean-Louis Lacroix, contracteur, Jérôme Lorenger, notaire, Jean-Paul Milot, Alfred Morin, entrepreneurs, tous du Cap de la Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Organiser et exploiter un centre sportif et en particulier un club de curling, sous le nom de "Cap Curling Club Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 30 actions communes de \$500 chacune et en 100 actions privilégiées Classe A de \$100 chacune et 150 actions privilégiées Classe B de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le trente août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38175-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12252-54)

Deconninck & Frère Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept septembre 1954, constituant en corporation: Maurice Deconninck, plâtrier, Jeannette St-Amour, ménagère, fille majeure, et Jacques Cantin, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de "Deconninck & Frère Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept septembre 1954.

L'Assistant-procureur général,
38175-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12217-54)

Dominique Labbé Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

Tarnofsky, executive, of Hampstead, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of, and deal in electrical apparatus and machinery, and food products of every nature and kind, under the name of "Canadian Family Food Plan Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of September, 1954.

C. E. CANTIN,
38175 Deputy Attorney General.

(A.G. 12195-54)

Cap Curling Club Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of August, 1954, incorporating: Gabriel Pépin, distributing agent, Pierre Fortier, chartered accountant, Gaston Marcotte, R. Pierre Hubert, physicians, Arthur Pronovost, restaurant-keeper, Jean Leblanc, grocer, Jean-Louis Lacroix, contractor, Jérôme Lorenger, notary, Jean-Paul Milot, Alfred Morin, contractors, all of Cap de la Madeleine, judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To organize and operate a sporting center and especially a curling club, under the name of "Cap Curling Club Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 30 common shares of \$500 each and into 100 preferred class A shares of \$100 each, and 150 preferred class B shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38175 Deputy Attorney General.

(A.G. 12252-54)

Deconninck & Frère Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of September, 1954, incorporating: Maurice Deconninck, plasterer, Jeannette St-Amour, housewife, spinster, and Jacques Cantin, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Deconninck & Frère Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of September, 1954.

C. E. CANTIN,
38175 Deputy Attorney General.

(A.G. 12217-54)

Dominique Labbé Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Letters Patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day

du premier septembre 1954, constituant en corporation: Dominique Labbé, J.-Rodolphe Lessard, marchands, Henri Toussaint, industriel, tous de Québec, district judiciaire de Québec, et Maurice Lessard, marchand, de Thetford Mines, district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de vêtements, sous le nom de "Dominique Labbé Limitée", avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le premier septembre 1954.

L'Assistant-procureur général,
38175-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12138-54)

F. DeRice Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois septembre 1954, constituant en corporation: Benjamin Robinson, Joseph Shapiro, avocats et conseils en loi de la Reine, de Westmount, et Théodore Herzl Shapiro, avocat, de Ville Mont-Royal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateur, sous le nom de "F. DeRice Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires se \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois septembre 1954.

L'Assistant-procureur général,
38175-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12140-54)

**General Insurance & Claim Service Inc.
Service Général d'Assurances
& Réclamations Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un août 1954, constituant en corporation: Janine Demers Chenail, ménagère, épouse séparée de biens de Guy Chenail et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Guy Fortier, comptable agréé, tous deux de Québec, J.-Émilien Simard, avocat, de Sillery, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes leurs branches les opérations de courtiers, ajusteurs et souscripteurs éventuels à forfait en assurances, sous le nom de "General Insurance & Claim Service Inc. — Service Général d'Assurances & Réclamations Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions communes de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38175-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12197-54)

Georges-H. Couillard Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été

of September, 1954, incorporating: Dominique Labbé, J.-Rodolphe Lessard, merchants, Henri Toussaint, industrialist, all of Québec, judicial district of Québec, and Maurice Lessard, merchant, of Thetford Mines, judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel, under the name of "Dominique Labbé Limitée", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 common shares of a value of \$1 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of September, 1954.

C. E. CANTIN,
38175 Deputy Attorney General.

(A.G. 12138-54)

F. DeRice Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Letters Patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the third day of September, 1954, incorporating: Benjamin Robinson, Joseph Shapiro, advocates, and Queen's Counsel, of Westmount, and Théodore Herzl Shapiro, advocate, of the town of Mount-Royal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurant-keeper, under the name of "F. DeRice Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of September, 1954.

C. E. CANTIN,
38175 Deputy Attorney General.

(A.G. 12140-54)

**General Insurance & Claim Service Inc.
Service Général d'Assurances
& Réclamations Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the thirty-first day of August, 1954, incorporating: Janine Demers Chenail, housewife, wife separate as to property of Guy Chenail, and duly authorized by the latter for these present purposes; Guy Fortier, chartered accountant, both of Québec, J.-Émilien Simard, advocate of Sillery, all of the judicial district of Québec, for the following purposes:

To carry on in all their branches, the operations of brokers, appraisers, and insurance underwriters under the name of "General Insurance & Claim Service Inc. — Service Général d'Assurances & Réclamations Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38175 Deputy Attorney General.

(A.G. 12197-54)

Georges-H. Couillard Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier septembre 1954, constituant en corporation: Georges-H. Couillard, courtier d'immeubles, J.-Léon Despatis, comptable, Gisèle Martel, secrétaire, Raymond Deraspe, notaire, tous de Québec, et André Duval, notaire, de Sillery, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Agir comme courtier d'immeubles, sous le nom de "Georges-H. Couillard Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions communes de \$10 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le premier septembre 1954.

L'Assistant-procureur général,
38175-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12181-54)

Gounod Construction Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept septembre 1954, constituant en corporation: Maurice Bériault, avocat, Judith Paris et Hélène Laberge, sténographes, célibataires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de "Gounod Construction Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 657, rue Gounod, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept septembre 1954.

L'Assistant-procureur général,
38176-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11559-54)

**Grundmann K. G. Export & Import Ltd
Grundmann K. G. Exportateurs
& Importateurs Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier septembre 1954, constituant en corporation: Maurice Langlois, secrétaire, Robert Lafrenière, avocat, Suzanne Careau, secrétaire, célibataire, et Lucien Boulet, comptable, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce général de bibelots, jouets, porcelaine, verrerie, coutellerie, articles de quincaillerie et accessoires de tous genres, sous le nom de "Grundmann K. G. Export & Import Ltd — Grundmann K. G. Exportateurs & Importateurs Ltée", avec un capital total de \$60,000, divisé en 100 actions communes d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le premier septembre 1954.

L'Assistant-procureur général,
38175-o C. E. CANTIN.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of September, 1954, incorporating: Georges-H. Couillard, real estate broker, J.-Léon Despatis, accountant, Gisèle Martel, secretary, Raymond Deraspe, notary, all of Quebec, and André Duval, notary, of Sillery, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To act as real estate broker, under the name of "Georges-H. Couillard Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of September, 1954.

C. E. CANTIN,
38175 Deputy Attorney General.

(A.G. 12181-54)

Gounod Construction Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Letters Patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of September, 1954, incorporating: Maurice Bériault, advocate, Judith Paris and Hélène Laberge, stenographers, spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Gounod Construction Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 657 Gounod Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of September, 1954.

C. E. CANTIN,
38175 Deputy Attorney General.

(A.G. 11559-54)

**Grundmann K. G. Export & Import Ltd
Grundmann K. G. Exportateurs
& Importateurs Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Letters Patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of September, 1954, incorporating: Maurice Langlois, secretary, Robert Lafrenière, advocate, Suzanne Careau, secretary, spinster, and Lucien Boulet, accountant, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and deal generally in bibelots, toys, china, glassware, cutlery, hardware and accessories of all kinds, under the name of "Grundmann K. G. Export & Import Ltd — Grundmann K. G. Exportateurs & Importateurs Ltée", with a total capital stock of \$60,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each and 500 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of September, 1954.

C. E. CANTIN,
38175 Deputy Attorney General.

(P.G. 12038-54)

Home Safety Supply Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier septembre 1954, constituant en corporation: Léon LeBlanc, agent vendeur, Georges W. Jobson, technicien, et William Arthur McLellan, gérant du personnel, tous des cité et district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'appareils, instruments, articles, objets concernant la sécurité d'une maison, résidence ou édifice, sous le nom de "Home Safety Supply Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 2425, Place Vaudreuil, Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le premier septembre 1954.

L'Assistant-procureur général,
38175-0 C. E. CANTIN.

(A.G. 12038-54)

Home Safety Supply Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of September, 1954, incorporating: Léon LeBlanc, sales agent, George W. Jobson, technician, and William Arthur McLellan, personnel manager, all of the city and judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on a business of dealing with appliances, instruments, articles, objects concerning the security of a home, residence or building under the name of "Home Safety Supply Limited", with a total capital stock of \$20,000 divided into 100 common shares of \$100 each and into 100 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 2425 Vaudreuil Place, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of September, 1954.

C. E. CANTIN,
38175 Deputy Attorney General.

(P.G. 12166-54)

Intercontinental Corporation of Quebec Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un août 1954, constituant en corporation: Paul Nettel, Emery Koenig, tous deux manufacturiers, et Sybil Marter, secrétaire, épouse séparée de biens de Frank Marter, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements et tissus, sous le nom de "Intercontinental Corporation of Quebec Ltd.", avec un capital divisé en 100 actions ordinaires sans valeur au pair ou nominale.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38175-0 C. E. CANTIN.

(A.G. 12166-54)

Intercontinental Corporation of Quebec Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of August, 1954, incorporating: Paul Nettel, Emery Koenig, both manufacturers, and Sybil Marter, secretary, wife separate as to property of Frank Marter, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in wearing apparel and fabrics, under the name of "Intercontinental Corporation of Quebec Ltd.", with a capital stock divided into 100 common shares without nominal or par value.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38175 Deputy Attorney General.

(P.G. 12210-54)

Iona Construction Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un août 1954, constituant en corporation: Roger Craig, avocat, d'Outremont, Pothier Ferland, avocat, de Longueuil, et Madeline Paradis, secrétaire, fille majeure, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie ou le commerce d'entrepreneur général en construction, sous le nom de "Iona Construction Ltd", avec un capital total de \$100,000, divisé en 5,000 actions communes d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4, rue Notre-Dame, est, suite 802, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38175-0 C. E. CANTIN.

(A.G. 12210-54)

Iona Construction Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of August, 1954, incorporating: Roger Craig, advocate, of Outremont, Pothier Ferland, advocate, of Longueuil, and Madeleine Paradis, secretary, spinster, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the industry or business of general building contractor, under the name of "Iona Construction Ltd", with a total capital stock of \$100,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$10 each and into 500 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 4, Notre-Dame Street, East, suite 802, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38175 Deputy Attorney General.

(P.G. 12165-54)

J. Agnew Footwear Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier septembre 1954, constituant en corporation: Michael Garber, c.r., avocat, de Westmount, Jacob Harold Blumentein, avocat, et Irène Rubin, secrétaire, fille majeure, ces deux derniers de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de chaussures, vêtements, marchandises sèches, nouveautés, menus articles, bijouterie, meubles, accessoires et appareils électriques et d'utilité domestique, nécessaires de toilette, jouets, modes et fourrures, sous le nom de "J. Agnew Footwear Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 800 actions ordinaires de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Westmount, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier septembre 1954.

L'Assistant-procureur général,
38175-0 C. E. CANTIN.

(A.G. 12165-54)

J. Agnew Footwear Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of September, 1954, incorporating: Michael Garber, Q.C., advocate, of Westmount, Jacob Harold Blumentein, advocate, and Irène Rubin, secretary, spinster, the two latter of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in footwear, wearing apparel, dry goods, novelties, small wares, jewellery, furniture, electrical appliances and apparatus and those of a domestic utility, toilet requisites, toys, ladies' wear and furs, under the name of "J. Agnew Footwear Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 800 common shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Westmount, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of September, 1954.

C. E. CANTIN,
38175 Deputy Attorney General.

(P.G. 12179-54)

Joe Perreault Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente août 1954, constituant en corporation: Joseph A. V. Perreault, expert en bâtisse, Réginald Laporte, estimateur, et Alice Brunet, secrétaire, épouse judiciairement séparée de corps d'Albert Lefebvre, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme ajusteurs, dispatcheurs, évaluateurs, investigateurs, sous le nom de "Joe Perreault, Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 800 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 353, rue St-Nicholas, chambre 304, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38175-0 C. E. CANTIN.

(A.G. 12179-54)

Joe Perreault Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Letters Patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of August, 1954, incorporating: Joseph A. V. Perreault, building expert, Réginald Laporte, appraiser, and Alice Brunet, secretary, wife legally separate as to bed and board of Albert Lefebvre, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as adjusters, maritime adjusters, appraisers and investigators, under the name of "Joe Perreault, Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of \$10 each, and 800 preferred shares of a nominal value of \$25 each.

The head office of the company will be at 353 St. Nicholas Street, Room 304, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38175 Deputy Attorney General.

(P.G. 11401-54)

J. P. Bergevin Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept septembre 1954, constituant en corporation: Jean-Paul Bergevin, marchand, Édouard Bergevin, manufacturier, et Robert Bergevin, vendeur, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce du bois, sous le nom de "J. P. Bergevin Limitée", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept septembre 1954.

L'Assistant-procureur général,
38175-0 C. E. CANTIN.

(A.G. 11401-54)

J. P. Bergevin Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of September, 1954, incorporating: Jean-Paul Bergevin, merchant, Édouard Bergevin, manufacturer, and Robert Bergevin, salesman, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in wood, under the name of "J. P. Bergevin Limitée", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this, seventh day of September, 1954.

C. E. CANTIN,
38175 Deputy Attorney General.

(P.G. 12176-54)

Kasner's Lingerie Shoppe Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente août 1954, constituant en corporation: Emmanuel Cooke, avocat, Abie Kasner, marchand, et Maurice Solmer, comptable, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de cotonnades, lainages, soieries, et autres tissus, ainsi que de vêtements et de garnitures de maisons, sous le nom de "Kasner's Lingerie Shoppe Inc.", avec un capital total de \$49,000, divisé en 250 actions communes de \$100 chacune et en 240 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5163, Park Avenue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38175-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12176-54)

Kasner's Lingerie Shoppe Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of August, 1954, incorporating: Emmanuel Cooke, advocate, Abie Kasner, merchant, and Maurice Solmer, accountant, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in cotton goods, woollens, silks and other fabrics, as well as in garments and house ornaments under the name of "Kasner's Lingerie Shoppe Inc.", with a total capital stock of \$49,000, divided into 250 common shares of \$100 each, and into 240 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 5163 Park Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38175 Deputy Attorney General.

(P.G. 12196-54)

Le Centre Médical Ste-Madeleine Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente août 1954, constituant en corporation: Roland Rochefort, marchand, Rita Paquette Rochefort, ménagère, épouse séparée de biens dudit Roland Rochefort et autorisée par lui aux fins des présentes et Pierre Fortier, comptable agréé, tous du Cap de la Madeleine, district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

La construction d'un immeuble destiné plus spécialement à loger des bureaux médicaux, sous le nom de "Le Centre Médical Ste Madeleine Inc.", avec un capital total de \$39,000, divisé en 390 actions communes de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le trente août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38175-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12196-54)

Le Centre Médical Ste-Madeleine Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of August, 1954, incorporating: Roland Rochefort, merchant, Rita Paquette Rochefort, housewife, wife separate as to property of the said Roland Rochefort and authorized by him for the present purposes and Pierre Fortier, chartered accountant, all of Cap de la Madeleine, judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

The erection of an immovable particularly intended to accommodate medical offices under the name of "Le Centre Médical Ste Madeleine Inc.", with a total capital stock of \$39,000, divided into 390 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38175 Deputy Attorney General.

(P.G. 12247-54)

Liesse Lumber Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois septembre 1954, constituant en corporation: Jean-Paul Therrien, entrepreneur, de Saint-Antoine-des-Laurentides, Hervé Lauzon, comptable public, de Saint-Jérôme, tous deux du district judiciaire de Terrebonne, et André Fauteux, vendeur, de Ville Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Liesse Lumber Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 6000, Chemin de la Côte de Liesse, Ville Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois septembre 1954.

L'Assistant-procureur général,
38175-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12247-54)

Liesse Lumber Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of September 1954, incorporating: Jean-Paul Therrien, contractor, of Saint Antoine-des-Laurentides, Hervé Lauzon, public accountant, of Saint Jérôme, both of the judicial district of Terrebonne, and André Fauteux, salesman, of the Town of Saint Laurent, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in building materials, under the name of "Liesse Lumber Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 6000 Côte de Liesse Road, Town of Saint Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of September 1953.

C. E. CANTIN,
38175 Deputy Attorney General.

(P.G. 12180-54)

Litho Saint-Paul Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un août 1954, constituant en corporation: Jean-François Boivin, Yves Rinfret, lithographes, tous deux de Boucherville, et Maurice Bériault, avocat, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de lithographie, d'impression et de papeterie, sous le nom de "Litho Saint-Paul Limitée", avec un capital total de \$25,000, divisé en 2,500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 357, rue Saint-Paul, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un août 1954.

L'Assistant-procureur général,

38175-o

C. E. CANTIN.

(A.G. 12180-54)

Litho Saint-Paul Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of August, 1954, incorporating: Jean-François Boivin, Yves Rinfret, lithographers, both of Boucherville, and Maurice Bériault, advocate of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purpose:

To carry on the business of lithography, printing and stationery, under the name of "Litho Saint-Paul Limitée", with a total capital stock of \$25,000, divided into 2,500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 357 Saint-Paul Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of August, 1954.

C. E. CANTIN,

38175

Deputy Attorney General.

(P.G. 12090-54)

Marc Rousseau & Frère Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un août 1954, constituant en corporation: Marc Rousseau, Denis Rousseau, commerçants, et Yves Pelletier, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bois, de combustibles; manufacturer et exercer le commerce de plastique, sous le nom de "Marc Rousseau & Frère Ltée", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 100, boulevard Labelle, l'Abord-à-Plouffe, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un août 1954.

L'Assistant-procureur général,

38175-o

C. E. CANTIN.

(A.G. 12090-54)

Marc Rousseau & Frère Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of August, 1954, incorporating: Marc Rousseau, Denis Rousseau, merchants and Yves Pelletier, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the lumber and fuel business; manufacture and deal in plastic products, under the name of "Marc Rousseau & Frère Ltée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares at \$100 each.

The head office of the company will be at 100 Labelle Boulevard, L'Abord-à-Plouffe, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of August, 1954.

C. E. CANTIN,

38175

Deputy Attorney General.

(P.G. 12242-54)

Nagle Elevator Company Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux septembre 1954, constituant en corporation: Roger Trudeau, courtier d'assurance, Baruch Pollack, étudiant, Michael Ettinger, commis, et Doris Marshall, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'ascenseurs, sous le nom de "Nagle Elevator Company Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux septembre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38175-o

C. E. CANTIN.

(A.G. 12242-54)

Nagle Elevator Company Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of September 1954, incorporating: Roger Trudeau, insurance broker, Baruch Pollack, student, Michael Ettinger, clerk, and Doris Marshall, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in elevators, under the name of "Nagle Elevator Company Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each and 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of September, 1954.

C. E. CANTIN,

38175

Deputy Attorney General.

(P.G. 12149-54)

Niagara Films Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept août 1954, constituant en corporation: Bernard Letremble, journaliste, Guy-M. Désaulniers, avocat, tous deux de Montréal, et Charles-A. Lussier, avocat, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Réaliser des films et des émissions de tous genres destinées à la radio ou à la télévision, sous le nom de "Niagara Films Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38175-0 C. E. CANTIN.

(A.G. 12149-54)

Niagara Films Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of August, 1954, incorporating: Bernard Letremble, journalist, Guy M. Désaulniers, advocate, both of Montreal, and Charles A. Lussier, advocate, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To produce films and to carry on broadcasts of all kinds for the use of radio or television under the name of "Niagara Films Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38175 Deputy Attorney General.

(P.G. 12081-54)

Pâtisserie et Buffet Brault Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf septembre 1954, constituant en corporation: Jacques Lessard, Roma Cousineau, avocats, tous deux de Verdun, et Madeleine Leduc, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire en général, le commerce de pâtisseries, de confiserie et de pourvoyeur (caterer) de tous les commerces connexes, sous le nom de "Pâtisserie et Buffet Brault Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf septembre 1954.

L'Assistant-procureur général,
38175-0 C. E. CANTIN.

(A.G. 12081-54)

Pâtisserie et Buffet Brault Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Letters Patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of September 1954, incorporating: Jacques Lessard, Roma Cousineau, advocates, both of Verdun, and Madeleine Leduc, secretary, fille majeure making use of her rights, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally the business of pastry-cook, confectioner and caterer and deal in all branches connected therewith, under the name of "Pâtisserie et Buffet Brault Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of September 1954.

C. E. CANTIN,
38175 Deputy Attorney General.

(P.G. 12112-54)

**Pentagon Mining Corporation
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente août 1954, constituant en corporation: Jean Beauregard, avocat, Pauline Pelletier et Antoinette Leleu, sténographes, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et minerais et les négocier, sous le nom de "Pentagon Mining Corporation" (No Personal Liability), avec un capital total de \$4,000,000, divisé en 4,000,000 d'actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38175-0 C. E. CANTIN.

(A.G. 12112-54)

**Pentagon Mining Corporation
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the thirtieth day of August, 1954, incorporating: Jean Beauregard, advocate, Pauline Pelletier and Antoinette Leleu, stenographers, sisters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with same, under the name of "Pentagon Mining Corporation" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$4,000,000, divided into 4,000,000 shares of a par value of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38175 Deputy Attorney General.

(P.G. 12362-54)

Provost Construction Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt septembre 1954, constituant en corporation: Armand Provost, entrepreneur général, Hectorine Bilodeau, ménagère, épouse commune en biens dudit Armand Provost et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de Saint-Donat, et Émile Provost, rentier, de Saint-Émile, tous du district judiciaire de Joliette, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "Provost Construction Limitée", avec un capital total de \$200,000, divisé en 2,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Donat, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt septembre 1954.

L'Assistant-procureur général,
38175-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12362-54)

Provost Construction Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of September, 1954, incorporating: Armand Provost, general contractor, Hectorine Bilodeau, housewife, wife common as to property of the said Armand Provost and duly authorized by the latter for the purposes herein set forth, both of Saint Donat, and Émile Provost, annuitant, of Saint Emile, all of the judicial district of Joliette, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors, under the name of "Provost Construction Limitée", with a total capital stock of \$200,000, divided into 2,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint Donat, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of September, 1954.

C. E. CANTIN,
38175 Deputy Attorney General.

(P.G. 11968-54)

Rigaud Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier septembre 1954, constituant en corporation: Jacques Guérin, avocat, Marie Guérin, et Fernande Thibeault, sténographes, célibataires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de "Rigaud Development Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rigaud, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier septembre 1954.

L'Assistant-procureur général,
38175-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11968-54)

Rigaud Development Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of September 1954, incorporating: Jacques Guérin, advocate, Marie Guérin, and Fernande Thibeault, stenographers, spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Rigaud Development Inc."; with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Rigaud, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of September, 1954.

C. E. CANTIN,
38175 Deputy Attorney General.

(P.G. 12200-54)

Saguenay Pole Line Wire & Cable Construction Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux septembre 1954, constituant en corporation: Laurent Courtemanche, entrepreneur, Marie-Joséphine Beaudoin, ménagère, épouse dudit Laurent Courtemanche, et Gaétan Gagné, comptable, tous de Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de "Saguenay Pole Line Wire & Cable Construction Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 576, rue Père Lallemand, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le deux septembre 1954.

L'Assistant-procureur général,
38175-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12200-54)

Saguenay Pole Line Wire & Cable Construction Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of September 1954, incorporating: Laurent Courtemanche, contractor, Marie-Joséphine Beaudoin, housewife, wife of the said Laurent Courtemanche, and Gaétan, Gagné, accountant, all of Jonquière, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors and builders, under the name of "Saguenay Pole Line Wire & Cable Construction Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 576 Père Lallemand Street, Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of September, 1954.

C. E. CANTIN,
38175 Deputy Attorney General.

(P.G. 12207-54)

Sigma Realty Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un août 1954, constituant en corporation: Lionel Dupré, courtier d'immeubles, Philippe Boyer, vendeur, tous deux de Montréal, et Louis Leblanc, courtier d'immeubles, de Laval-des-Rapides, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie foncière de construction et de développement, sous le nom de "Sigma Realty Corporation", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38175-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12207-54)

Sigma Realty Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of August, 1954, incorporating: Lionel Dupré, real estate broker, Philippe Boyer, salesman, both of Montreal, and Louis Leblanc, real estate broker, of Laval-des-Rapides, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a real estate, building and development company, under the name of "Sigma Realty Corporation", with a total capital of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38175 Deputy Attorney General.

(P.G. 12079-54)

Slack Brothers Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente août 1954, constituant en corporation: Roy Fraser Elliott, avocat, Boyd Clarke, comptable, Lillian Viola Armstrong, Mary Elizabeth Spracklin et Margot Mary Quinn, ces trois dernières secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits agricoles, sous le nom de "Slack Brothers Limited", avec un capital total de \$60,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune et en 10,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 15, rue Allen, Waterloo, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le trente août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38175-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12079-54)

Slack Brothers Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of August, 1954, incorporating: Roy Fraser Elliott, advocate, Boyd Clarke, accountant, Lillian Viola Armstrong, Mary Elizabeth Spracklin and Margot Mary Quinn, the latter three secretaries spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in farming products under the name of "Slack Brothers Limited", with a total capital stock of \$60,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$5 each and into 10,000 preferred shares of a par value of \$5 each.

The head office of the company will be at 15, Allen Street, Waterloo, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38175 Deputy Attorney General.

(P.G. 12163-54)

South Shore Commercial Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un août 1954, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, c.r., avocat, Morris Shuter, gérant de bureau, tous deux de Montréal, et Louis Feigenbaum, avocat, de Ville Saint-Laurent, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie foncière de construction, sous le nom de "South Shore Commercial Development Corp.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 50,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un août 1954.

L'Assistant-procureur général,
38175-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12163-54)

South Shore Commercial Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of August, 1954, incorporating: Philip Meyerovitch, Q.C., advocate, Morris Shuter, office manager, both of Montreal, and Louis Feigenbaum, advocate, of Ville Saint-Laurent, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the operations of a real estate and building company, under the name of "South Shore Commercial Development Corp.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 50,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of August, 1954.

C. E. CANTIN,
38175 Deputy Attorney General.

(P.G. 12221-54)

Sports Equipment Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois septembre 1954, constituant en corporation: Max Liverman, Léonard Liverman et Julius Briskin, tous avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce d'articles et vêtements de sport, de jouets, de malles de voyage, de quincaillerie, sous le nom de "Sports Equipment Company", avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 8,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois septembre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38175-o

C. E. CANTIN.

(A.G. 12221-54)

Sports Equipment Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Letters Patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of September 1954, incorporating: Max Liverman, Léonard Liverman and Julius Briskin, all advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in sportswear and sporting goods, toys, luggage, hardware, under the name of "Sports Equipment Company", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 8,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of September, 1954.

C. E. CANTIN,

38175

Deputy Attorney General.

(P.G. 12121-54)

Supplies Services Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux septembre 1954, constituant en corporation: Ernest Robert Drucker, ingénieur et architecte, Cila Drucker, ménagère, épouse séparée de biens dudit Ernest Robert Drucker, et Emilia Silber, ménagère, épouse séparée de biens d'André Silber, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de matériaux et accessoires pour la construction, sous le nom de "Supplies Services Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux septembre 1954.

L'Assistant-procureur général,

38175-o

C. E. CANTIN.

(A.G. 12121-54)

Supplies Services Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of September, 1954, incorporating: Ernest Robert Drucker, engineer and architect, Cila Drucker, housewife, wife separate as to property of the said Ernest Robert Drucker, and Emilia Silber, housewife, wife separate as to property of André Silber, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in building materials and supplies, under the name of "Supplies Services Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each and 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of September, 1954.

C. E. CANTIN,

38175

Deputy Attorney General.

(P.G. 12202-54)

Victoria Provisions Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente août 1954, constituant en corporation: Clarence R. Gross, avocat, Sarah Miller, sténographe, tous deux de Montréal, et Dov Kravetz, étudiant en droit, de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de produits alimentaires, d'ustensiles d'utilité domestique, de tissus, de vêtements, de nouveautés, sous le nom de "Victoria Provisions Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente août 1954.

L'Assistant-procureur général,

38175-o

C. E. CANTIN.

(A.G. 12202-54)

Victoria Provisions Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of August, 1954, incorporating: Clarence R. Gross, advocate, Sarah Miller, stenographer, both of Montreal, and Dov Kravetz, student-at-law, of Westmount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in food products, utensils of a domestic utility, fabrics, wearing apparel, and novelties, under the name of "Victoria Provisions Limited", with a total capital stock of \$20,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each and 100 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of August, 1954.

C. E. CANTIN,

38175

Deputy Attorney General.

Bills, Assemblée législative

Bills, Legislative Assembly

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 27 octobre 1954 et présentés avant le 8 décembre 1954, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 27 novembre 1954 et reçues avant le 2 décembre 1954, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 22 décembre 1954.

Under the rules and standing orders to be deposited before October 27, 1954, and introduced before December 8, 1954, petitions for the introduction of private bills must be presented before November 27, 1954, and received before December 2, 1954, and the reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before December 22, 1954.

Québec, 8 septembre 1954.

Québec, September, 8th, 1954.

Le Greffier de l'Assemblée législative,
38019-37-10-o ANTOINE LEMIEUX.

ANTOINE LEMIEUX,
38019-37-10 Clerk of the Legislative Assembly.

Demandes à la Législature

Applications to Legislature

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne — Argenteuil

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne — Argenteuil

AVIS PUBLIC

PUBLIC NOTICE

Avis est par les présentes donné qu'un Bill privé sera présenté à la prochaine session de l'Assemblée Législative de Québec, ou aussitôt que faire se peut, par la Corporation de la ville de Lachute, pour que ladite Corporation par dérogation à la loi des Cités et Villes, soit autorisée à donner une valuation fixe pendant un certain nombre d'années aux nouvelles industries qui désirent s'établir dans la ville de Lachute.

Notice is hereby given that a private bill will be presented at the next session of the Legislative Assembly of the Province of Quebec or as soon as possible, by the Corporation of the town of Lachute so that the said corporation may by exception to the Towns and Cities Act give a fixed valuation for a certain number of years to new industries wishing to settle within the limits of the town.

Les Procureurs de la Corporation
de la ville de Lachute,
38095-39-4-o LEGAULT & LEGAULT.

LEGAULT & LEGAULT,
Attorneys for the corporation
of the town of Lachute.

AVIS LÉGAL

LEGAL NOTICE

Avis est par la présente donné que Dame Fabiola Reinhardt-Drolet, de la Cité de Québec, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi permettant de changer le nom de Joseph Ernest Lucien Gilles Clermont en celui de Joseph Ernest Lucien Gilles Clermont-Drolet, avec tous les droits et obligations qu'il a acquis dans le passé et tous les droits, privilèges et obligations que la loi peut lui conférer dans l'avenir.

Notice is hereby given that Mrs. Fabiola Reinhardt-Drolet, of Quebec City, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the adoption of an act to change the name of Joseph Ernest Lucien Gilles Clermont to that of Joseph Ernest Lucien, Gilles Clermont-Drolet, with all the rights and obligations which he has acquired in the past and all rights, privileges and obligations which the law may confer upon him hereafter.

Le Procureur de la requérante,
J. ROBERT BEAUDOIN, C.R.
38107-39-4-o

J. ROBERT BEAUDOIN, Q.C.,
Attorney for the Petitioner.
38107-39-4-o

AVIS

NOTICE

Avis est par les présentes donné que la Corporation du Village de Delson, comté de Laprairie et les Commissaires d'Écoles pour la municipalité du Village de Delson, comté de Laprairie, s'adresseront à la Législature provinciale à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi confirmant et ratifiant les résolutions adoptées par ladite municipalité et lesdits commissaires d'écoles, au sujet de l'évaluation de certains immeubles situés dans ladite municipalité.

Notice is hereby given that the Corporation of the Village of Delson, Laprairie County, and the School Commissioners for the Municipality of the Village of Delson, Laprairie County, will apply to the Provincial Legislature at its next session for the passing of an Act confirming and ratifying the resolutions adopted by said municipality and said school commissioners in relation with the assessment of certain immoveables situate in said municipality.

Montréal, le 15 septembre 1954.

Montreal, September 15th, 1954.

Les Procureurs des requérants,
MONETTE, FILION &
LACHAPELLE.
38066-38-4-o

MONETTE, FILION &
LACHAPELLE,
Attorneys for the Petitioners.
38066-38-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est, par les présentes, donné que les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Grand'Mère dans le comté de Champlain s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi modifiant leur charte et: (a) définissant le territoire de la municipalité de façon à le faire correspondre avec celui de la cité de Grand'Mère; (b) modifiant le nom de ladite corporation en autant qu'il réfère au comté de Champlain; (c) autorisant le paiement aux Commissaires d'écoles d'une compensation annuelle pour tenir lieu de frais de déplacement, de représentation et autres dépenses.

Grand'Mère, ce 20 septembre 1954.

Les Procureurs des requérants,
38143-40-4-o DÉSILETS et DESHAIES.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné par Joseph André Maurice Boutet, journaliste, de Charlesbourg Est, district de Québec, qu'à la prochaine Session de la Législature de Québec, il demandera l'adoption d'une loi, changeant son nom de celui de Joseph André Maurice Boutet en celui de Joseph André Maurice Gravel.

Québec, 29 Septembre 1954.

Les Procureurs du Requéant,
38163-40-4-o GRAVEL, THOMSON
& GRAVEL.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Ville de Terrebonne s'adressera à la Législature de Québec à sa prochaine session pour demander l'adoption d'un bill aux fins suivantes:

1° Modifier sa charte aux fins d'annexer à son territoire une partie du territoire de la corporation de la Municipalité de Lachenaie, située dans la comté de l'Assomption.

2° Modifier sa charte aux fins d'annexer à son territoire une partie du territoire de la corporation de la Municipalité de St-Louis de Terrebonne, située dans le comté de Terrebonne.

3° Annexer aux limites du territoire du comté de Terrebonne cette partie du comté de l'Assomption, située dans la corporation de la Municipalité de Lachenaie et dont on demande actuellement l'annexion à la Ville de Terrebonne.

Copie conforme.

Le Procureur de la Ville de Terrebonne,
38145-40-4-o (signé) ANDRÉ FAUTEUX.

AVIS DE PRÉSENTATION D'UN PROJET DE LOI

Les Sœurs de l'Espérance, dûment autorisées aux fins des présentes par résolution, corps politique et incorporé, constitué en corporation par Loi 4 Ed. VII.ch. 107, refondu par la Loi 12 Geo. VI, ch. 85, donnent avis qu'elles s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session et y présenteront un projet de loi pour constituer en corporation distincte l'Hôpital de l'Espérance de St-Laurent, que le siège social de cette corporation sera situé à ville St-Laurent, dans la province de Québec; que les buts poursuivis par cette corporation distincte sont les suivants: hospitaliser et soigner les malades et les blessés, indigents et autres, sans distinction de race ni de religion; maintenir et administrer un hôpital général, une école d'infirmières et d'aides-infirmières, une école

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the School Commissioners for the Municipality of Grand'Mère in the county of Champlain will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending their charter and: (a) defining the territory of the municipality so that it corresponds with that of the city of Grand'Mère; (b) modifying the name of the Corporation; (c) authorizing the payment to the School Commissioners of an annual compensation for travelling and entertainment disbursements and other expenses.

Grand'Mère, September 20th, 1954.

DÉSILETS & DESHAIES,
38143-40-4-o Attorneys for the Petitioners.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given by Joseph André Maurice Boutet, labourer, of Charlesbourg East, in the district of Quebec, that at the next session of the Quebec Legislature, he will apply for the passing of an Act changing his name from that of Joseph André Maurice Boutet to that of Joseph André Maurice Gravel.

Quebec, 29th September, 1954.

GRAVEL, THOMSON
& GRAVEL,
38163-40-4-o Attorneys for Applicant.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Town of Terrebonne, shall apply to the Quebec Legislature, at its next session to request the adopting of a bill for the following purposes.

1. To amend its charter in order to annex part of the territory of the corporation of the Municipality of Lachenaie, situated in the county of l'Assomption.

2. To amend its charter in order to annex part of the territory of the corporation of the Municipality of St. Louis de Terrebonne, situated in the county of Terrebonne.

3. To annex to the limits of the county of Terrebonne the said part of the Corporation of the Municipality of Lachenaie, actually situated in the county of l'Assomption which annexion to the town of Terrebonne is hereby requested.

Conform Copy.

(signed) ANDRÉ FAUTEUX,
38145-40-4-o Attorney of the Petitioner.

NOTICE OF PRESENTATION OF A BILL

Les Sœurs de l'Espérance, duly authorized to the present by resolution, body politic and corporate, constituted in corporation by 4 Ed. VII, ch. 107, revised by 12 Geo. VI, ch. 85, give notice that they shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, and there and then submit, a bill to constitute, as a separate corporation, l'Hôpital de l'Espérance de St-Laurent; that the head-office of this separate corporation shall be situated in the Town of St-Laurent, district of Montreal, in the Province of Quebec; that the purposes of the said separate corporation are as follows: hospitalize and give treatments to the sick and wounded, indigents and others without any distinction of race or religion; maintain, administer and develop a general hospital; maintain and administer a

d'infirmiers et d'aides-infirmiers, avec toutes les œuvres et tous les services connexes; maintenir administrer, développer une institution d'enseignement de technologie médicale, des laboratoires, des cliniques; maintenir et administrer un service social extérieur, le tout avec tous les pouvoirs généralement accordés aux hôpitaux généraux dans la province de Québec y compris celui d'exproprier en tout ou en partie des terrains appartenant à autrui nécessaires pour atteindre les fins de la corporation, le tout conformément aux lois régissant l'expropriation dans la province de Québec, et aussi avec tous les pouvoirs ordinaires généralement dévolus aux corporations dans la province de Québec.

Le Procureur de "Les Sœurs de l'Espérance",
JACQUES CODERRE.

38144-40-4-o

school of nurses and aid-nurses, male and female, with all connections, organisations and services; maintain and administer an institute of medical technology, laboratories and clinics; maintain and administer an external social service with all powers generally granted to general hospitals in the Province of Quebec, including the power of expropriation in part or in totality of land belonging to others and necessary for the corporation to attain its purposes, the whole in accordance with the laws governing expropriation in the Province of Quebec and also with all ordinary powers generally granted to corporations or companies' in the said Province of Quebec.

JACQUES CLDERRE,
Attorney for "Les Sœurs de l'Espérance".
38144-40-4-o

AVIS DE PRÉSENTATION D'UN PROJET DE LOI

Les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du village de St-Gabriel de Brandon dans le comté de Berthier, district de Joliette, province de Québec et les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la paroisse de St-Gabriel de Brandon dûment autorisés aux fins des présentes par résolution donnent avis qu'ils s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, et y présenteront là et alors un projet de loi pour imposer et prélever dans les Municipalités du village et de la paroisse de St-Gabriel de Brandon, à compter du 15 février 1955, inclusivement, en sus de toute autre taxe, une taxe spéciale d'un pour cent (1%), dite taxe d'éducation, de même nature et conforme aux dispositions de la loi de l'impôt sur la vente en détail (S.R.Q. 1941, ch. 88 et ses amendements) sur le prix de vente ou d'achat en détail de tous biens meubles, effets mobiliers, marchandises et articles de commerce quelconques y compris le gaz et l'électricité utilisés pour l'éclairage, la force motrice ou la chaleur et le service de téléphone vendus ou achetés dans les limites actuelles des municipalités du village et de la paroisse de St-Gabriel de Brandon dans le comté de Berthier, district de Joliette, Province de Québec, la dite taxe de vente pour être prélevée et perçue en même temps, de la même manière, aux mêmes conditions et avec les mêmes sanctions que la taxe perçue en vertu de l'article 4 dudit chapitre 88 des statuts refondus de 1941 et ses amendements; le revenu annuel ainsi perçu, et après déduction des dépenses encourues pour l'imposition et la perception de cette taxe, pour être partagé tous les trois mois entre la Commission scolaire du village de St-Gabriel de Brandon et la Commission scolaire de la paroisse de St-Gabriel de Brandon au prorata du nombre d'élèves qui fréquentent la classe dans chacune des dites municipalités scolaires suivant une liste établie par chacune d'elles, le premier octobre de chaque année; Les Commissaires d'écoles de la municipalité scolaire du village de St-Gabriel de Brandon et de la paroisse de St-Gabriel de Brandon étant autorisés à faire des conventions avec le Ministère des Finances de la Province de Québec pour la perception de cette dite taxe de vente.

Le Procureur de "Les Commissaires d'Écoles du Village de St-Gabriel de Brandon" et "Les Commissaires d'Écoles de la Paroisse de St-Gabriel de Brandon",
JACQUES CODERRE.

38162-40-4-o

NOTICE OF PRESENTATION OF BILL

The School Commissioners for the School Municipality of the Village of St-Gabriel de Brandon in the county of Berthier, district of Joliette, Province of Quebec, and The School Commissioners for the School Municipality of the Parish of St-Gabriel de Brandon duly authorized to the present by-resolution give notice that they shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, and there and then present a bill to impose and collect in the Municipalities of the Village and of the Parish of St-Gabriel de Brandon, from the 15th of February 1955 inclusively, notwithstanding any other tax, a special tax of one per cent (1%), called education tax, of the same nature and in conformity with the dispositions of the Retail Sales Tax Law (Q.R.S. 1941, ch. 88 and its amendments) on the price of retail, sale, or purchase of all moveables, moveables effects, merchandises and commercial articles whatsoever, including gas and electricity used for lighting, motor power or heating and the service of telephone whether sold or purchased within the actual limits of the Municipalities of the Village and of the parish of St-Gabriel de Brandon, in the county of Berthier, district of Joliette, Province of Quebec, the said tax to be levied and collected in the same manner and at the same conditions and with the same sanctions as the tax collected in virtue of section 4 of the said chapter 88 Q.R.S. 1941 and its amendments; the annual revenue thus collected, and after deduction of the disbursements incurred for the imposition and the collection, to be divided at each period of three months between the School Commission of the School Municipality of the Village of St-Gabriel de Brandon and the School Commission of the School Municipality of the Parish of St-Gabriel de Brandon proportionally to the number of pupils attending school in each of the said school municipalities according to a list established by each of the said school commissions, each year on the first of October; the School Commissioners of the School Municipality of the Village of St-Gabriel de Brandon and the School Commissioners of the School Municipality of the Parish of St-Gabriel de Brandon being authorized to make arrangements with the Minister of Finance in the Province of Quebec for the collection of the said sales tax.

JACQUES CODERRE,
Attorney of "The School Commissioners of the Village of St-Gabriel de Brandon" and "the School Commissioners of Parish of St-Gabriel de Brandon".

38162-40-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que les "Commissaires d'Écoles pour la municipalité de la ville de Kénogami", s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1° Pour pouvoir changer de classe ou d'école un instituteur ou une institutrice en tout temps durant l'année scolaire, pourvu que son traitement ne soit pas réduit, nonobstant les dispositions de la Loi de l'Instruction Publique;

2° Pour remplacer l'obligation de lire et d'afficher les résolutions des commissaires par la faculté d'afficher un simple avis, nonobstant les dispositions de la Loi de l'Instruction Publique;

3° Pour permettre aux commissaires de recevoir une rémunération annuelle de \$600.00 pour chacun des commissaires et de \$1200 pour le président.

Kénogami, le 1er octobre 1954.

Le Procureur des pétitionnaires,
38198-41-4-o ROGER GOSSELIN.

AVIS

Avis est par les présentes donné que Carrier Fortin, avocat, résidant et domicilié à Sherbrooke et Louis-Philippe Gagnon, chirurgien-dentiste, résidant et domicilié à St-Georges de Beauce, en leur qualité de tuteur et de subrogé-tuteur aux enfants mineurs Christine et Gaston Gagnon, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir le pouvoir de vendre et disposer de la part appartenant auxdits mineurs dans les immeubles et meubles et autres biens quelconque leur provenant de la succession de leur père feu Gaston Gagnon, par vente de gré à gré aux prix et conditions qu'ils jugeront convenables, sans être astreints aux dispositions du code de procédure civile et du code civil de la Province de Québec.

Québec, le 4 octobre 1954.

Les Procureurs des requérants,
38208-41-4-o JOBIN & VÉZINA.

AVIS PUBLIC

Avis public est donné par les présentes que les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité Scolaire du Village de Contrecoeur s'adresseront à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour obtenir la passation d'une loi aux fins d'annexer le territoire de la Commission Scolaire de Contrecoeur ouest à celui de la Commission Scolaire du village de Contrecoeur, garantissant par ailleurs à l'exploitant d'une terre en culture du territoire annexé aucune augmentation de taxe tant et aussi longtemps que cette terre aura une superficie de 5 arpents.

Sorel, le 22 septembre 1954.

Le Procureur de la Réquérante
38212-41-4-o PAUL ÉMILE ALLY.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que Elizabeth Grace Redpath, épouse de Gratton D. Thompson, architecte, de la ville de Hampstead, dûment autorisée par son époux, Peter Harold Redpath, directeur, de la cité de Westmount, James Botterell Redpath, ingénieur minier, de la cité de Toronto, Huntly Roddick

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the "School Commissioners for the municipality of the Town of Kénogami", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its coming sessions, for the passing of an Act for the following purposes:

1. To obtain power to change a teacher from one class or school to another during the school year, provided his or her salary be not reduced, notwithstanding the provisions of the Education Act;

2. To replace the obligation of reading and posting up the resolutions of the commissioners by the mere privilege of posting up a notice;

3. To permit the School Commissioners to receive annually a remuneration of six hundred dollars for each of the Commissioners and of one thousand two hundred dollars for the Chairman.

Kénogami, October 1st, 1954.

ROGER GOSSELIN,
38198-41-4-o Attorney for the petitioners.

NOTICE

Notice is hereby given that Carrier Fortin, advocate, of Sherbrooke, and Louis-Philippe Gagnon, dental surgeon of St. Georges de Beauce, in their respective capacity of tutor and subrogate-tutor to the minors, Christine and Gaston Gagnon, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the adoption of an act to obtain the power to sell and dispose of the share belonging to the said minors in the immovables, moveables and other goods of any kind acquired by them from the estate of their late father Gaston Gagnon, by private sale to the prices and conditions the said tutor and subrogate-tutor will judge acceptable, without being obliged to follow the dispositions of the Civil Procedure Code and Civil Code of Province of Quebec.

Quebec, this 4th of October 1954.

JOBIN & VÉZINA,
38208-41-4-o Attorneys for the Petitioners.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the school commissioners for the school municipality of the village of Contrecoeur will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the passing of an Act with a view to annex the territory of the school board of Contrecoeur west to that of the school board of the Village of Contrecoeur, warranting by another way to the cultivator of a land under cultivation in the annexed territory any increase of tax as long as such land shall have an area of five (5) arpents.

Sorel, this 22th september 1954.

PAUL ÉMILE ALLY,
38212-41-4-o Attorney of the Applicant.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Elizabeth Grace Redpath, wife of Gratton D. Thompson, architect, of the Town of Hampstead, by her husband duly authorized, Peter Harold Redpath, Executive of the city of Westmount, James Botterell Redpath, Mining Engineer, of the city of Toronto, Huntly Roddick Redpath, Realtor,

Redpath, agent d'immeuble, de la cité de Montréal, Hugh Angus Redpath, rentier de Victoria, B.C., et The Royal Trust Company, une compagnie de fiducie dûment incorporée et ayant son bureau chef dans les cité et district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session, pour faire adopter une loi relative aux testament et codicile de Lady Amy Redpath Roddick, de son vivant des cité et district de Montréal, aux fins de faire préciser et clarifier les pouvoirs de l'exécuteur testamentaire et fiduciaire, de manière à assurer une exécution du testament conforme aux volontés de la testatrice, et pour d'autres fins.

Montréal, le 30 septembre 1954.

Le Procureur des pétitionnaires,
38221-41-4-o GASTON POULIOT.

of the city of Montreal, Hugh Angus Redpath, Retired, of Victoria, B.C., and The Royal Trust Company, a trust company duly incorporated and having its head office in the city of Montreal, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the passing of an Act concerning the will and codicil of the late Lady Amy Redpath Roddick, in her lifetime of the city and district of Montreal, to determine and clarify the powers of the executor and trustee, so that the will may be executed according to the wishes of the testatrix, and for other purposes.

Montreal, September 30th, 1954.

GASTON POULIOT,
38221-41-4-o Attorney for Petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la ville de La Tuque s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour faire ratifier un contrat concernant la vente par l'Aluminum Compagnie of Canada à la ville de La Tuque, de son usine et de ses terrains situés dans la ville de La Tuque, et pour autoriser ladite ville de La Tuque à disposer de ladite usine et desdits terrains pour des fins industrielles.

La Tuque, le 5 octobre 1954.

Le Maire,
JOFFRE PILON.
Le Greffier,
A. A. DUPONT.

38220-41-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the town of La Tuque will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to ratify the contract regarding the sale by the Aluminum Company of Canada to the town of La Tuque, of its buildings and lands situated in the said town of La Tuque, and to authorize the said town of La Tuque to dispose of same for industrial purposes.

La Tuque, October the 5th, 1954.

JOFFRE PILON,
Mayer.
A. A. DUPONT,
Clerk.

38220-41-4-o

Action en séparation de biens

Cour Supérieure, district de Terrebonne, N° 23,879. Dame Caroline Bélanger, épouse de Ernest Renaud de St-Eustache, district de Terrebonne, a formé contre son mari, une demande en séparation de biens.

Saint-Jérôme, le 30 septembre 1954.

Le Procureur de la demanderesse,
38202-o (Signé): MARC BOUCHER.

Action for separation as to property

Superior Court, district of Terrebonne, No. 23,879. Dame Caroline Bélanger, wife of Ernest Renaud of St. Eustache, district of Terrebonne, has taken action against her husband for separation as to property.

Saint-Jérôme, the 30th September, 1954.

(Signed): MARC BOUCHER,
38202-o Attorney for the plaintiff.

Arrêté en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 981

Québec, le 23 septembre 1954.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

CONCERNANT certains actes administratifs du Département de la chasse et des pêcheries.

CONCERNANT les Sanctuaires pour l'élevage du Castor.

ATTENDU QU'à la suite de l'inventaire annuel des Castors, il importe de fixer, chaque année, un quota de capture pour les Réserves de la province, spécialement affectées à l'élevage du Castor à l'état naturel;

Vu l'article 65 du chapitre 153, paragraphes 4 et 5, des Statuts refondus de Québec 1941;

Order in Council

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 981

Quebec, September 23, 1954.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

CONCERNING certain administrative agreements of the Department of Game and Fisheries.

CONCERNING Sanctuaries for the breeding of Beaver.

WHEREAS as a result of the annual inventory of Beaver, it is important to fix, each year, a capture-quota for the Reserves of the Province, especially established for the breeding of Beaver in its natural state;

IN VIEW of Section 65, chapter 153, paragraphs 4 and 5 of the Revised Statutes of Quebec, 1941;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre de la chasse et des pêcheries:

Qu'il soit défendu de chasser, tuer ou prendre les castors dans les Réserves ou Sanctuaires établis pour des fins d'élevage à l'état naturel, à l'exception cependant des Réserves suivantes, où, comme conséquence de l'accroissement naturel, il soit permis de capturer au cours de la saison du 1er novembre 1954 au 15 avril 1955 inclusivement, le nombre maximum de:

- 3,200 dans la Réserve du Fort George,
- 6,000 dans la Réserve du Vieux Comptoir,
- 3,500 dans la Réserve de Nottoway,
- 3,500 dans la Réserve de l'Abitibi,
- 7,500 dans la Réserve de Mistassini,
- 1,500 dans la Réserve de Péribonka,
- 2,000 dans la Réserve du Grand Lac Victoria, et, en plus,
- 200 au profit du Watt's Memorial — dont 100 dans la Réserve de Rupert House et 100 dans la Réserve de Nottawa — et
- 2,235 dans la Réserve de Rupert House.

CONCERNANT le droit régalien sur chaque peau d'animaux à fourrure pris ou tués dans la province de Québec.

ATTENDU QUE la valeur réelle de la fourrure est variable et qu'il y a lieu de tenir compte des conditions actuelles du marché;

ATTENDU QU'il est aussi important d'en arriver à une plus grande conformité avec le droit régalien des autres provinces du pays, dans la mesure du possible et suivant les circonstances;

VU le paragraphe 8 de l'article 31 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre de la chasse et des pêcheries:

QUE le droit régalien soit, à compter du 1er novembre mil neuf cent cinquante-quatre (1954), fixé comme ci-après sur chaque peau d'animaux à fourrure pris ou tués dans les limites de la province, excepté sur les peaux de renards argentés et de renards noirs ou de visons élevés dans des fermes d'animaux à fourrure dans les limites de la province et exploitées en vertu d'un permis émis, pourvu que les intéressés produisent des preuves satisfaisantes à cet effet:

Loutre.....	\$1.00
Castor.....	1.00
Ours.....	0.25
Ours blanc.....	1.00
Loup-cervier.....	0.25
Chat-cervier.....	0.10
Martre.....	0.75
Pécan.....	1.00
Carcajou.....	0.40
Loup.....	0.25
Mouffette.....	0.05
Vison.....	1.00
Renard noir.....	0.25
Renard bleu.....	0.50
Renard croisé.....	0.10
Renard argenté.....	0.25
Renard blanc.....	0.75
Renard rouge.....	0.10
Renard bâtard.....	0.10
Chat sauvage.....	0.10
Rat musqué.....	0.10
Belette.....	0.05
Loup-marin.....	0.10
Écureuil.....	0.01

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

That it be forbidden to hunt, kill, or take beaver in the Reserves or Sanctuaries established for breeding purposes in its natural state, with the exception, however, of the following Reserves, where, owing to its natural increase in number, it is permitted to capture, during the course of the season from November 1st, 1954 to April 15th, 1955, inclusive, the maximum number of:

- 3,200 in the Reserve of Fort George,
- 6,000 in the Reserve of Vieux Comptoir,
- 3,500 in the Reserve of Nottoway,
- 3,500 in the Reserve of Abitibi,
- 7,500 in the Reserve of Mistassini,
- 1,500 in the Reserve of Peribonka,
- 2,000 in the Reserve of Grand Lac Victoria and in addition,
- 200 on behalf of the Watt's Memorial — 100 of which in the Reserve of Rupert House and 100 in the Reserve of Nottawa — and
- 2,235 in the Reserve of Rupert House.

CONCERNING the royalty on each skin of a fur-bearing animal, taken or killed in the Province of Québec.

WHEREAS the real value of fur is variable and that it is expedient to note the actual conditions of the market;

WHEREAS, it is also important to reach a better conformity with the royalties of the other provinces of the country, as much as possible, and according to circumstances;

IN VIEW of paragraph 8, of section 21 of chapter 153 of the Revised Statutes of Québec;

IT IS ORDAINED, upon the proposition of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT, from and after November 1st, one hundred and fifty-four (1954), the royalty be fixed as hereinafter upon each skin of fur-bearing animal taken or killed within the limits of the Province, save upon silver fox and black fox or mink raised in fur-bearing animal farms within the limits of the Province and operated in virtue of an issued license, provided the interested parties produce satisfactory proofs to that effect.

Otter.....	\$1.00
Beaver.....	1.00
Bear.....	0.25
White Bear.....	1.00
Lynx.....	0.25
Bob-Cat.....	0.10
Martin.....	0.75
Fisher.....	1.00
Wolverine.....	0.40
Wolf.....	0.25
Shunk.....	0.05
Mink.....	1.00
Black Fox.....	0.25
Blue Fox.....	0.50
Cross Fox.....	0.10
Silver Fox.....	0.25
White Fox.....	0.75
Red Fox.....	0.10
Bastard pup fox.....	0.10
Raccoon.....	0.10
Muskrat.....	0.10
Weasel.....	0.05
Seal.....	0.10
Squirrel.....	0.01

QUE la partie de l'Arrêté-en-conseil numéro 1031, en date du 14 septembre 1949, concernant

THAT the part of Order-in-Council number 1031, dated September 14th, 1949, concerning

le droit régalién sur chaque peau d'animaux à fourrure pris ou tués dans la province de Québec, soit abrogée. royalty in each fur-bearing animal taken or killed in the Province of Quebec, be revoked.

38176-o L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

Avis divers

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Darling Brothers Employees' Credit Union", en date du 22 septembre 1954, dont le siège social est situé à Montréal, dans le district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le vingt-sept septembre 1954.

38178-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse d'Économie Carling", en date du 14 septembre 1954, dont le siège social est situé à Montréal, dans le district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le dix-huit septembre 1954.

38179-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Contracteurs du comté de Saguenay", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le vingt-cinq septembre 1954.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Baie Comeau, dans le comté de Saguenay.

38180-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 2645-45)
S. F. VEST COMPANY LTD.

Règlement N° 23

"Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à quatre."

Certifié vraie copie.

38181 Le Président,
SAM FARBSTEIN.
Le Secrétaire,
J. FARBSTEIN.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "St. Rita's Credit Union", en date du 13 septembre 1954, dont le siège social

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Darling Brothers Employees' Credit Union" under date September 22th, 1954, whereof the head office is at Montreal, in the judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-seventh day of September, 1954.

38178 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse d'Économie Carling" under date September 14th, 1954, whereof the head office is at Montreal, in the judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of September, 1954.

38179 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Contracteurs du comté de Saguenay" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on September twenty-fifth, 1954.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Baie Comeau, in the county of Saguenay.

38180 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province,

(A.G. 2645-45)
S. F. VEST COMPANY LTD.

By-law No. 23

"That the number of the Board of Directors of the Company be and it is hereby increased from three to four.

Certified true copy.

38181-o SAM FARBSTEIN,
President.
J. FARBSTEIN,
Secretary.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "St. Rita's Credit Union" under date of September

est situé à Montréal, dans le district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le vingt-quatre septembre 1954.

Le Sous-secrétaire de la Province,
38182-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 11232-54)
THE QUEBEC-LABRADOR PIONEERS ASSOCIATION

Extrait des règlements de l'association ci-dessus nommée, tels qu'adoptés à une assemblée générale spéciale tenue le 21e jour de mai 1954, et concernant une augmentation des membres de son bureau de direction de trois (3) à huit (8):

"Directeurs — 13. Les affaires de l'association seront administrées par un bureau de direction de huit directeurs ayant droit de vote.

Certifié conforme.
38183 MEL STORRIER.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a autorisé, le vingt-deux septembre 1954, le changement de nom du "Syndicat Professionnel des Institutrices Catholiques de Victoriaville, Inc.", dont la constitution en syndicat professionnel a été autorisée le 20 juin 1949, et dont le siège social est situé à Victoriaville, dans le comté d'Arthabaska, en celui de "Syndicat Professionnel des Instituteurs et Institutrices Catholiques de Victoriaville Inc.", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q., 1941, chapitre 162.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-quatre septembre 1954.

Le Sous-secrétaire de la Province,
38199-o JEAN BRUCHÉSI.

VANCE JOHNSON LIMITED

By-law N° "B"

Étant un règlement pour la distribution de l'actif de la Compagnie Vance Johnson Limited.

1° Attendu que la compagnie a discontinué ses opérations excepté pour les fins de sa liquidation;

2° Attendu qu'il a été pourvu au paiement ou à la garantie des dettes et obligations de la compagnie;

3° En conséquence il est décrété comme règlement de la compagnie Vance Johnson Limited que:

(1) La compagnie soit autorisée à disposer de ses biens, à distribuer son actif proportionnellement entre ses actionnaires et subséquemment à demander sa dissolution par abandon de sa Charte conformément à l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec;

(2) Les directeurs et officiers soient autorisés et qu'il leur soit ordonné, de faire, signer et exécuter toutes choses, actes ou documents nécessaires ou utiles pour l'exécution des présentes.

Décéréte ce 30ième jour de septembre 1954.
(Sceau)

Le Président,
38213-o H. R. CHURCHILL, Sr.
Le Secrétaire,
H. R. CHURCHILL, Jr.

13th, 1954, Montreal, whereof the head office is at Montreal, in the judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-fourth day of September 1954.

JEAN BRUCHÉSI,
38182 Under Secretary of the Province.

(A.G. 11232-54)
THE QUEBEC-LABRADOR PIONEERS ASSOCIATION

Extract of the By-Laws of the above named association, as adopted at a special general meeting held on the 21st day of May, 1954, concerning an increase in the directorate thereof from three (3) to eight (8):

"Directors — 13. The affairs of the Association shall be managed by a Board of eight voting Directors."

Certified correct.
38183-o MEL STORRIER.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(The Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has authorized, on September twenty-second 1954, the changing of the name of "Syndicat Professionnel des Institutrices Catholiques de Victoriaville, Inc.", whose constitution as a professional syndicate has been authorized on June 20th, 1949, and whereof the head office is located at Victoriaville, in the county of Arthabaska, to that of "Syndicat Professionnel des Instituteurs et Institutrices Catholiques de Victoriaville Inc.", and such, pursuant to the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chapter 162.

Dated at the office of the Provincial Secretary, the twenty-fourth day of September, 1954.

JEAN BRUCHÉSI,
38199 Under Secretary of the Province.

VANCE JOHNSON LIMITED

By-law No. "B"

Being a By-law respecting the distribution of the assets of Vance Johnson Limited.

1. Whereas the company has ceased to carry on business except for the purpose of winding up its affairs;

2. Whereas the company has no debts or obligations;

3. Therefore be it enacted as By-law "B" of Vance Johnson Limited that:

(1) The company be and is hereby authorized to dispose of its property, distribute its assets rateably among its shareholders and subsequently to proceed to dissolution by way of surrender of Charter proceedings under section 26 of the Quebec Companies' Act.

(2) The Directors and Officers are hereby authorized and directed to do, sign and execute all things, deeds and documents necessary or desirable for the due carrying out of the foregoing.

Enacted this 30th day of September, 1954.
(Seal)

H. R. CHURCHILL, Sr.,
President.
38213-o H. R. CHURCHILL, Jr.
Secretary.

AVIS CONCERNANT L'AMÉNAGEMENT DE FORCES HYDRAULIQUES SUR LA RIVIÈRE BAZIN, À 8 MILLES DU VILLAGE DE PARENT, COMTÉ DE LAVIOLETTE.

Conformément au régime des eaux courantes, la corporation du village de Parent comté de Laviolette, après avoir obtenu, par ordre en conseil du gouvernement de la Province de Québec, daté du 21 août 1954, lequel ordre autorise le ministre des Ressources Hydrauliques à louer à la corporation municipale dudit village, les forces hydrauliques de la rivière Bazin cantons Landry et Bazin, entre le pont du 8 milles du chemin qui conduit de Parent à Clova, et la rivière Pitchpine, demande au lieutenant-gouverneur en conseil la permission de construire, de maintenir et d'exploiter un barrage en béton et une usine génératrice d'électricité à environ 200 pieds en amont du site dudit pont.

Les originaux des plans et devis ont été déposés au Département des Ressources Hydrauliques de la Province de Québec, et copies desdits plans et devis ont été déposés au bureau de la division d'enregistrement du comté de Laviolette à Sainte-Geneviève de Bastican.

La demande contenue dans cette requête sera prise en considération le ou après les jours suivants la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Québec, 4 octobre 1954.

Les Ingénieurs-Conseil,
ZACHÉE & PIERRE LANGLAIS.

38206-41-4-o

NOTICE CONCERNING THE DEVELOPMENT OF HYDRAULIC POWER OF THE BAZIN RIVER, AT 8 MILES DISTANCE FROM THE VILLAGE OF PARENT, COUNTY OF LAVIOLETTE.

In accordance with the Water Course Act, the Village Corporation of Parent, county of Laviolette, after having obtained by Order in Council of the Government of the Province of Québec, dated August 21st, 1954, which Order authorized the Minister of Hydraulic Resources to lease to the Municipal Corporation of the said village, the hydraulic power resources of the Bazin River, Townships of Landry and Bazin, between the bridge situate at 8 miles from the road leading to Parent at Clova, and the Pitchpine River, prays the Lieutenant-Governor in Council for permission to build, maintain and develop a concrete dam and electric generating station at some 200 feet above the site of said bridge.

The original plans and specifications have been deposited with the Department of Hydraulic Resources of the Province of Québec, and copy of said plans and specifications has been deposited at the Registry Office of the Registration Division of the county of Laviolette at Saint Geneviève de Bastican.

The application contained in this petition will be taken into consideration on or about the days following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Québec, October 4th, 1954.

ZACHÉE & PIERRE LANGLAIS,
Consulting Engineers.

38206-41-4

RÈGLEMENTS DE L'ASSOCIATION DES MESUREURS DE BOIS LICENCIÉS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Lors d'une assemblée générale régulièrement convoquée de l'Association des Mesureurs de Bois Licenciés tenue au Château Frontenac, à Québec, le 4 septembre 1954, il a été proposé, secondé et unanimement résolu qu'un règlement portant le numéro 40 soit adopté en vue de modifier les règlements actuels de l'Association, de la façon suivante:

Règlement N° 40

1° Concernant le chapitre II. — *Membres.* —, au paragraphe "B", les mots suivants "le montant de la contribution régulière de \$10.00 pour l'année" sont annulés et remplacés par les suivants "le montant de la contribution régulière de \$8.00 pour l'année".

2° Concernant le chapitre IV. — *Secrétaire-Archiviste.* —, le paragraphe "B" qui suit a été ajouté: — B. — La fonction de secrétaire-archiviste sera remplie par le secrétaire-trésorier et cette décision prendra effet à compter du 3 septembre 1954.

3° Concernant le chapitre VII. — *Assemblée générale annuelle.* — au paragraphe "B". — *Lieu et date.* —, les mots suivants "aura lieu entre les 15 mars et 1er juin de chaque année, aux jours et heures fixés par le conseil" sont annulés et remplacés par les suivants "aura lieu, chaque année, le samedi précédant la Fête du Travail, aux heures fixées par le conseil".

4° Concernant le chapitre IX. — *Élection des membres du conseil d'administration.* —:

Le paragraphe "A" est annulé et remplacé par le suivant: — A. — Le président, le vice-président et le secrétaire-trésorier seront élus par tous les membres de l'Association. Les directeurs, au nombre de deux par district, seront élus

BY-LAWS OF THE ASSOCIATION OF THE QUEBEC LICENCED CULLERS' ASSOCIATION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

At the general meeting held regularly by The Quebec Licenced Cullers' Association, at the Château Frontenac, at Québec, September 4, 1954, it was proposed, seconded and unanimously resolved that a by-law bearing number 40 be adopted in view of modifying the present by-laws of the Association, in the following way: —

By-Law No. 40

1. Concerning chapter II. — *Members.* —, at paragraph "B", the following words "the amount of the regular contribution of \$10.00 for the year" shall be cancelled and replaced by the following "the amount of the regular contribution of \$8.00 for the year".

2. Concerning chapter IV. — *Recording secretary.* —, paragraph "B" which follows, has been added: — B. — The duty of the Recording Secretary shall be fulfilled by the Secretary-Treasurer and this decision will take effect as from September 3, 1954.

3. Concerning chapter VII. — *General Annual Meeting.* —, at paragraph "B". — *Place and date.* —, the following words, "will take place between March 15th and June 1st of each year, on the days and hours fixed by the Council" are cancelled and replaced by the following "will take place, each year, on the Saturday preceding Labor Day at the hours fixed by the Council".

4. Concerning chapter IX. — *Election of the Board members.* —: Paragraph "A" is cancelled and replaced by the following: — A. — The President, the Vice-President, and the Recording Secretary-Treasurer shall be elected by the all members of the Association. The Directors, two in number per district, shall be elected by the

par les membres lesquels auront droit de voter pour deux directeurs dans le district de leur choix. Tel membre en règle peut poser sa candidature au poste de directeur mais seulement dans le district où il réside. Cette modification aux règlements entre en vigueur pour l'élection du conseil d'administration, pour l'année 1955 et les subséquentes.

Le paragraphe "BBB". — *Éligibilité des candidats.* —, est annulé.

Le paragraphe "D" est annulé et remplacé par le suivant: — D.— Ce bulletin de vote donnera la liste des candidats à la présidence, à la vice-présidence, au poste de secrétaire-trésorier et archiviste et des candidats au poste de directeurs dans chaque district. Chaque membre aura droit de voter pour le président, le vice-président, le secrétaire-trésorier et archiviste et pour deux directeurs dans le district de son choix.

Ce règlement entre en vigueur immédiatement. Je, soussigné, secrétaire-trésorier archiviste de l'Association des Mesureurs de Bois Licenciés de la Province de Québec, certifie que les règlements ci-dessus sont une copie conforme des Règlements de l'Association des Mesureurs de Bois Licenciés de la Province de Québec, tels qu'adoptés à l'assemblée générale de cette Association, le 4 septembre 1954.

Québec, le 29 septembre 1954.

Le Secrétaire-trésorier archiviste,
JEAN-BAPTISTE CHOUINARD,
-38190-41-2-o G.F., M.L.

members who have the right to vote for two Directors in the district of their choice. Such a member in good standing may offer himself as a candidate for Director, but only in the district in which he resides. This modification to the by-laws comes into force for the election of the Board of Directors, for the year 1955 and all subsequent years.

Paragraph "BBB". — *Eligibility of Candidates.* —, is cancelled.

Paragraph "D" is cancelled and replaced by the following: — D.— This ballot paper will give the list of candidates for the presidency, vice-presidency, for the position of secretary-treasurer and recorder and for the position of Directors in each district. Each member will have the right to vote for the President, the Vice-President, the Secretary-Treasurer and Recorder, and for two Directors in the district of his choice.

This by-law comes into force immediately. I, the undersigned, Recording Secretary-Treasurer of The Quebec Licensed Cullers' Association of the Province of Quebec, certify that the by-laws hereinabove are a true copy of the By-laws of The Quebec Licensed Culler's Association of the Province of Quebec, as adopted at the general meeting of this Association on September 4th, 1954.

Quebec, September 29, 1954.

JEAN-BAPTISTE CHOUINARD,
F.E., L.M.,
38190-41-2 Recording Secretary-Treasurer.

Chartes — Abandon de

CIE DE BOEUF DE L'OUEST "HOCHELAGA" LTÉE
"HOCHELAGA" WESTERN BEEF CO. LTD

Avis est par les présentes donné que "Cie de Bœuf de l'Ouest "Hochelaga" Ltée — "Hochelaga" Western Beef Co. Ltd", corporation légalement constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant sa place d'affaires dans la cité de Montréal, présentera une requête au Procureur général de la province de Québec aux fins d'abandon de ses lettres patentes, le tout suivant les dispositions de ladite Loi des compagnies de Québec.

Fait à Montréal, ce 30ième jour de septembre 1954.

38184-o Le Secrétaire,
Y. DUCHESNEAU.

AVIS

VANCE JOHNSON, LIMITED

Avis est par les présentes donné que "Vance Johnson Limited", corporation constituée sous la Loi des compagnies de Québec, et ayant sa principale place d'affaires en la ville de Montréal, fera application au Procureur général de la Province de Québec pour permission d'abandonner sa charte sous les dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 30ième jour de septembre, 1954.

38185-o Le Président,
H. R. CHURCHILL, Sr.

LA CLINIQUE DU BON SECOURS INC.

Avis est, par les présentes, donné que "La Clinique du Bon Secours Inc.", une corporation

Charters — Surrender of

CIE DE BOEUF DE L'OUEST "HOCHELAGA" LTÉE
"HOCHELAGA" WESTERN BEEF CO. LTD

Notice is hereby given that the "Cie de Bœuf de l'Ouest "Hochelaga" Ltée — "Hochelaga" Western Beef Co. Ltd", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 30th day of September 1954.

38184-o Y. DUCHESNEAU,
Secretary.

NOTICE

VANCE JOHNSON, LIMITED

Notice is hereby given that "Vance Johnson Limited", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 30th day of September, 1954.

38185-o H. R. CHURCHILL, Sr.,
President.

LA CLINIQUE DU BON SECOURS INC.

Notice is hereby given that "La Clinique du Bon Secours Inc.", a corporation constituted

constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social à Pointe-au-Pic, comté Charlevoix, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Pointe-au-Pic, Québec, ce 4e jour d'octobre, 1954.

38214-o

Le Secrétaire,
M. A. CIMON.

UNIVERSITY TOWER GARAGE LTD.

Avis est par les présentes donné que "University Tower Garage Ltd." a l'intention de demander au Procureur Général de la Province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

1er octobre 1954.

38215-o

Le Secrétaire-trésorier,
STANLEY A. VINEBERG.

LIGHTING EQUIPMENT INC.

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, la compagnie "Lighting Equipment Inc." donne par les présentes avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-Gouverneur pour lui demander la permission d'abandonner sa charte et obtenir son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, le 6 octobre 1954.

38222-o

Le Président,
ANN NATHANSON.

Avis est, par les présentes, donné que "Latour & Dupuis Ltée", une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de St-Jean, province de Québec, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 5e jour d'octobre 1954.

Le Procureur de la requérante,
Royal Werry, C.R.,
Édifice des Tramways,
Montréal, Québec.

38227

Le Secrétaire,
A. C. LLOYD.

TAXIS LAURIER LIMITÉE

Avis est donné conformément à la Loi des Compagnies de Québec que la Compagnie "Taxis Laurier Limitée", demandera la permission d'abandonner sa charte.

Nicolet, le 30 septembre 1954.

38229-o

Le Secrétaire,
LUDGARDE LEMIRE.

LAURENTIDE DEVELOPMENT CORP.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Laurentide Development Corp.", s'adressera au Lieutenant-gouverneur de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte à compter de la date fixée par lui.

Daté à Montréal, ce 4e jour d'octobre 1954.

38228

Le Secrétaire,
JACK S. LEITER.

under the Quebec Companies' Act and having its head office at Pointe-au-Pic, county Charlevoix, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Pointe-au-Pic, Quebec, this 4th day of October, 1954.

38214-o

M. A. CIMON,
Secretary.

UNIVERSITY TOWER GARAGE LTD.

Notice is hereby given under the Quebec Companies' Act and amendments that "University Tower Garage Ltd." intends to make application to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

October 1st, 1954.

38215-o

STANLEY A. VINEBERG,
Secretary-Treasurer.

LIGHTING EQUIPMENT INC.

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "Lighting Equipment Inc.", hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor for acceptance of the surrender of its Charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Montreal, October 6th, 1954.

38222-o

ANN NATHANSON,
President.

Notice is hereby given that "Latour & Dupuis Ltée", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act, and having its head office in the city of St. Johns, in the Province of Quebec, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its Charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 5th day of October, 1954.

Royal Werry, Q.C.,
Attorney for Applicant,
Tramways Building,
Montreal, Quebec.

38227-o

A. C. LLOYD,
Secretary.

TAXIS LAURIER LIMITÉE

Notice is hereby given in conformity with the Quebec Companies' Act, that the company "Taxis Laurier Limitée", will apply for acceptance of the surrender of its charter.

Nicolet, September 30th, 1954.

38229-o

LUDGARDE LEMIRE,
Secretary.

LAURENTIDE DEVELOPMENT CORP.

Notice is hereby given that "Laurentide Development Corp.", will make application to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for acceptance of the surrender of its Charter as and from the date fixed by the Lieutenant-Governor;

Dated at Montreal, Quebec, this 4th day of October, 1954;

38228-o

JACK S. LEITER,
Secretary.

Compagnie autorisée à faire des affaires

(Sec. P. 2670-54)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Colonial Tool Company, Limited" a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des lois de la province de Québec, et la compagnie sera sujette aux mêmes formalités telles que prescrites par les Lois existantes de cette province.

Son bureau principal dans la Province sera à 2086 avenue Addington, Notre-Dame-de-Grâce, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal dans la Province, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre elle, est l'Honorable Thomas Vien, C.R., C.P., sénateur et procureur, de ladite cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce trentième jour de septembre 1954.

Le Sous-secrétaire de la Province,
38175 JEAN BRUCHÉSI.

Company Licensed to do Business

(P. Sec. 2670-54)

Notice is hereby given that the company "Colonial Tool Company, Limited" has been licensed to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and the Company shall be subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

Its principal office in the Province will be at 2086 Addington Avenue, Notre-Dame-de-Grâce, in the city and judicial district of Montreal.

Its chief agent in the Province for the purpose of receiving services in any suit or proceeding against it, is The Honourable Thomas Vien, Q.C., P.C., Senator and Barrister, of the said city of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of September, 1954.

JEAN BRUCHÉSI,
38175-o Under Secretary of the Province.

Curatelle publique

Canada, Province de Québec
District de Montréal

Succession vacante de Carolus Vallée, en son vivant de 532, rue Ontario (Est), Montréal.

Le soussigné donne avis que cette succession a été déclarée vacante en vertu d'un jugement rendu le 20 avril 1953 par un juge de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, que, sous l'autorité de la loi de la curatelle publique (9 Geo. VI, c. 62), il est curateur d'office à cette succession, et qu'il recevra, à l'adresse ci-dessous, le paiement de toute dette envers la succession et la preuve de toute réclamation contre elle.

LE CURATEUR PUBLIC,
187, rue Sainte-Catherine (Ouest),
38216-o Montréal 18.

Public Curatorship

Canada, Province of Quebec
District of Montreal

Vacant estate of Carolus Vallée, in his lifetime of 532 Ontario Street (East), Montreal.

The undersigned gives notice that this estate has been declared vacant by virtue of a judgment rendered on April 20th, 1953 by a Judge of the Superior Court sitting at Montreal in the district of Montreal, that, under the authority of the Public Curatorship Act (9 Geo. VI, chap. 62), he is Curator ex officio for this estate, and that he will receive, at the address given below, payment of any debt against the estate and the proof of any claim against it.

PUBLIC CURATOR,
187 Sainte-Catherine Street (West),
38216 Montreal 18.

Département des Affaires municipale

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution du 7 septembre 1954 du conseil municipal de la paroisse de Saint-Paulin Dalibaire, comté de Matane, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 5 octobre 1954, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de ladite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront à l'avenir dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 131 du Code municipal (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Le 5 octobre 1954.
Le Ministre des Affaires municipales,
38224-o YVES PRÉVOST, C.R.

Department of Municipal Affairs

The undersigned gives notice that, as requested by a resolution of September 7th, 1954, of the municipal council of the parish of Saint-Paulin Dalibaire, county of Matane, and in conformity with the provisions of article 130 of the Municipal Code, he has decreed, under date of October 5th, 1954, that publications of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the said corporation, with the exception of those required in the *Quebec Official Gazette*, be henceforth in the French language only.

The present notice is published in conformity with article 131 of the Municipal Code (10 George VI, chapter 55, section 2).

Quebec, October 5th, 1954.
YVES PRÉVOST, Q.C.,
38224 Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Instruction Publique

Department of Education

Avis est donné par les présentes que le Bureau d'Examineurs des Aspirants Inspecteurs d'écoles tiendra une session spéciale les 23, 24 et 25 novembre prochain, à l'École normale Laval, 14 Chemin Ste-Foy, Québec, pour l'examen des candidats inspecteurs d'écoles.

Pourront se présenter ceux qui ont déjà subi avec succès une partie de l'examen et qui peuvent compléter soit une section soit l'ensemble.

Québec, le 25 septembre 1954.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
38150-40-2 O. J. DÉSAULNIERS.

Notice is hereby given that the Board of Examiners for School Inspectors candidates will hold a special meeting on November 23rd, 24th and 25th next at the Laval Normal School, 14 Ste-Foy Road, Quebec, for the examination of School Inspector candidates.

Candidates who have already successfully passed a part of the examination and who can complete either a section or the entire examination, may present themselves.

Québec, September 25th, 1954.

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 478-54.

Québec, le 27 septembre 1954.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Northfield, dans le comté de Gatineau, les lots portant les lettres C, D, E et F du rang IX du cadastre officiel du canton Blake, pour les annexer à la municipalité scolaire de Hincks, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
38161-40-2 O. J. DÉSAULNIERS.

No. 478-54.

Quebec, September 27th, 1954.

Application has been made to detach from the School Municipality of Northfield, in the county of Gatineau, lots bearing letters C, D, E, and F, Range IX, of the official cadastre of the Township of Blake, in order to annex them to the School Municipality of Hincks, in the same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 660-53.

Québec, le 29 septembre 1954.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Wilfrid-de-Barnston, dans le comté de Stanstead, le territoire ci-dessous décrit pour l'annexer, pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire de Barnston, dans le même comté.

Le territoire dont il s'agit comprend les lots suivants, tous inclusivement du cadastre officiel du canton de Barnston, savoir:

Les subdivisions C, D, E, F, G, H, I, K, du lot 14 du rang II; les lots 11 à 14 du rang III; 10 à 14 du rang IV; 8 à 14 du rang V; les subdivisions E, F, G, du lot 7, C, E, F, du lot 8 et les lots 9 à 14 du rang VI.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
38191-41-2 O. J. DÉSAULNIERS.

No. 660-53.

Quebec, September 29th, 1954.

Application is made to detach from the school municipality of St-Wilfrid-de-Barnston, in the county of Stanstead, the territory herebelow described to annex it, for the Catholic ratepayers only, to the school municipality of Barnston, in the same county.

The territory in question is comprised of the following lots, all inclusively of the official cadastre of the township of Barnston, to wit:

Subdivisions C, D, E, F, G, H, I, K of lot 14 of range II; lots 11 to 14 of range III; 10 to 14, of range IV; 8 to 14 of range V; subdivisions E, F, G, of lot 7, C, E, F, of lot 8 and lots 9 to 14 of range VI.

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 707-54.

Québec, le 29 septembre 1954.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Viateur-de-la-Ferme, dans le comté d'Abitibi-Est, les lots nos 6, 7, 8, 9 des rangs IX et XI du cadastre officiel du canton Figuery, pour les annexer à la municipalité scolaire de Delage, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
38192-41-2 O. J. DÉSAULNIERS.

No. 707-54.

Quebec, September 29th, 1954.

Application is made to detach from the School Municipality of St. Viateur-de-la-Ferme, in the county of Abitibi-East, lots No. 6, 7, 8, 9, of Ranges IX and XI of the official cadastre of the Township of Figuery, in order that they be annexed to the School Municipality of Delage, same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 579-52.

Québec, le 30 septembre 1954.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Mathieu-de-Belœil, dans le comté de Verchères, le territoire ci-dessous décrit pour l'annexer à la municipalité scolaire du village de McMasterville, dans le même comté, savoir:

Ce territoire comprend une partie des lots originaires 1, 2, 3, 4, 7, 8, 10, 16, 18, 564, (chemin de fer Canadien National) et le lot 15 du cadastre officiel de la paroisse de St-Mathieu-de-Belœil et toutes leurs subdivisions présentes et futures et les limites d'icelles, suivant ledit cadastre officiel, sont décrites comme suit, à savoir: Partant du point d'intersection de la ligne sud-ouest du lot I avec la ligne sud du lot 564 (emprise du

No. 579-52

Quebec, September 30, 1954.

Application is made to detach from the school municipality of St-Mathieu-de-Belœil, in the county of Verchères, the territory hereinafter described to annex it to the school municipality of the village of McMasterville, in the same county, to wit:

This territory is comprised of part of the original lots 1, 2, 3, 4, 7, 8, 10, 16, 18, 564, (Canadian National Railway), and lot 15 of the official cadastre of the parish of St-Mathieu-de-Belœil and all their present and future subdivisions and the limits thereof, according to the said official cadastre, are described as follows, to wit: starting from the point of intersection of the southwest

chemin de fer Canadien National); de là, passant par les lignes et limites en continuité les unes des autres; le prolongement de la ligne sud-ouest du lot I à travers ledit lot 564, ladite ligne traversant le boulevard Sir Wilfrid Laurier et continuant vers le nord-ouest jusqu'à un point partant à environ 550 pieds anglais du point de départ; une ligne traversant les lots 1, 2, 3, 4, et 7 passant par deux bornes établis sur le terrain, une passant à l'intersection de la ligne séparative des lots 2 et 3 et l'autre à l'intersection de la ligne séparative des lots 4 et 7 jusqu'au coin nord-ouest du lot originaire 9, une ligne brisée séparant les lots originaires 9, 10 et 15 d'un côté des lots originaires 11 et 14 de l'autre côté, au coin nord dudit lot 15, une ligne traversant les lots originaires 16 et 18 dans une direction perpendiculaire aux lignes s'étendant au centre du chemin nommé "Montée des Trente", ladite Montée des Trente et son prolongement dans le boulevard Sir Wilfrid Laurier sur une longueur de 2450 pieds anglais, ledit prolongement continuant au côté sud de l'emprise du chemin de fer Canadien National et enfin ledit côté sud de l'emprise du chemin de fer Canadien National et enfin ledit côté sud de l'emprise du Chemin de fer Canadien National en allant vers l'ouest jusqu'au point de départ.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
38193-41-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 330-54;

Québec, le 28 septembre 1954.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-René-de-Matane, dans le comté de Matane, les lots 29 et 30 des rangs VI et VII du cadastre officiel du canton Tessier, pour les annexer à la municipalité scolaire de St-Adelme, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
38195-41-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 1003-54.

Québec, le 29 septembre 1954.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Joseph-de-Béranger, dans le comté de Missisquoi, le lot N° 656 du deuxième rang du cadastre officiel du canton Dunham, pour l'annexer à la municipalité scolaire de Ste-Marie-Médiatrice, dans le comté de Brôme.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
38196-41-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 813-54.

Québec, le 29 septembre 1954.

Demande est faite d'annexer, pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire catholique de St-Joseph-de-Wakefield, dans le comté de Gatineau, tous les lots des rangs III et VIII inclusivement du canton de Wakefield.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
38197-41-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 319-53.

Québec, le 4 octobre 1954

Avis est par la présente donné que je me propose de recommander l'annexion des lots 19 à 30 inclusivement du rang IV du canton Malartic, comté d'Abitibi-Est, à ladite municipalité scolaire de Malartic. Ce territoire fait actuellement partie de la municipalité scolaire de Rivière Héva, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
38210-41-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

line of lot 1 with the south line of lot 564 (Canadian National Railway right-of way); thence, passing through the lines and limits continuously one after the other; the prolongation of the southwest line of lot 1 across the said lot 564, the said line crossing the Sir Wilfrid Laurier Boulevard and continuing towards the northwest to a point starting at about 550 English feet from the starting point; a line crossing lots 1, 2, 3, 4, and 7 passing through two boundaries established on the land, one passing at the intersection of the dividing line of lots 2 and 3 and the other at the intersection of the dividing line of lots 4 and 7 to the northwest corner of the original lot 9, a broken line separating the original lots 9, 10 and 15 on one side of the original lots 11 and 14 on the other side, on the northern corner of the said lot 15, a line crossing the original lots 16 and 18 in a perpendicular direction to the lines extending to the centre of the road called "Montée des Trente", the said "Montée des Trente" and its prolongation in the Sir Wilfrid Laurier Boulevard upon a length of 2450 English feet, the said prolongation continuing on the south side of the Canadian National Railway right-of-way and finally the said south side of the Canadian National Railway right-of-way going towards the west to the starting point.

O. J. DÉSAULNIERS,
38193-41-2 Superintendent of Education.

No. 330-54.

Quebec, September 28, 1954.

Application is made to detach from the School Municipality of St. René-de-Matane, in the County of Matane, lots 29 and 30, ranges VI and VII, of the official cadastre of the Township of Tessier, in order that they be annexed to the School Municipality of St. Adelme, in the same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
38195-41-2 Superintendent of Education.

No. 1003-54.

Quebec, September 29, 1954.

Application is made to detach from the School Municipality of St. Joseph-de-Béranger, in the County of Missisquoi, lot No. 656, Range two, of the official cadastre of the township of Dunham, in order that it be annexed to the School Municipality of St. Marie-Médiatrice, in the County of Brôme.

O. J. DÉSAULNIERS,
38196-41-2 Superintendent of Education.

No. 813-54.

Quebec, September 29, 1954.

Application is made to annex all the lots of Ranges III to VIII inclusive of the Township of Wakefield to the Catholic School Municipality of St. Joseph-de-Wakefield, in the County of Gatineau, for Catholic ratepayers only.

O. J. DÉSAULNIERS,
38197-41-2 Superintendent of Education.

No. 319-53.

Quebec, October 4th, 1954.

Notice is hereby given that I intend recommending the annexation of lots 19 to 30 inclusive, of Range IV, of the Township of Malartic, county of Abitibi-Est, to the said School Municipality of Malartic. Presently, this territory forms part of the School Municipality of Rivière Héva, same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
38210-41-2 Superintendent of Education.

N° 894-54.

Québec, le 4 octobre 1954.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Didace village, comté de Maskinongé, le lot N° 905 du cadastre officiel de St-Didace, pour l'annexer à la municipalité scolaire de la paroisse de St-Gabriel-de-Brandon comté de Berthier.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
38211-41-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 894-54.

Quebec, October 4th, 1954.

Application is made to detach from the school municipality of St-Didace village, county of Maskinongé, lot No. 905 of the official cadastre of St-Didace, to annex it to the school municipality of the parish of St-Gabriel-de-Brandon, county of Berthier.

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 1072-54.

Québec, le 5 octobre 1954.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Ste-Anne-de-Chicoutimi village, dans le comté de Chicoutimi, en celui de "Ville de Chicoutimi nord", même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
38232-41-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 1072-54.

Quebec, October 5, 1954.

Application is made to change the name of the school municipality of Ste-Anne-de-Chicoutimi, into that of "Town of Chicoutimi North", same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 523-52.

Québec, le 28 septembre 1954.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Ste-Flore, dans le comté de St-Maurice, le territoire ci-dessous décrit pour l'annexer à la municipalité scolaire de Shawinigan-Falls, dans le même comté, savoir:

Un territoire situé en partie dans le canton de Shawinigan et en partie dans la Seigneurie du Cap-de-la-Madeleine, comprenant en référence au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flore, tous les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins, rues, ruelles, rivières, cours d'eau ou parties d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir:

Partant du point d'intersection de la ligne séparative des premier et deuxième rangs du canton de Shawinigan avec l'axe du ruisseau faisant la limite nord de la municipalité du village de Baie-de-Shawinigan; de là passant successivement par les lignes et démarcations suivantes; dans le canton de Shawinigan, ladite ligne séparative des premier et deuxième rangs, puis suivant les limites de la municipalité de la paroisse de St-Gérard-des-Laurentides en passant par la ligne séparative des lots 613 et 614 jusqu'au côté nord-est du chemin conduisant à St-Gérard-des-Laurentides; ledit côté nord-est dudit chemin sur la largeur du lot 613 et la ligne séparative des lots 612 et 613 en allant vers le nord-est: la ligne séparant le lot 198 des lots 612 et 611 et d'une partie du lot 610; dans la seigneurie du Cap-de-la-Madeleine, une ligne brisée séparant des propriétés différentes et intersectant les lignes latérales des lots 198 et 199 à une distance d'environ huit arpents et quart ($8\frac{1}{4}$ arp.) du chemin de front desdits lots mesurée le long desdites lignes latérales; la ligne séparative des lots 199 et 200 en allant vers le nord-ouest; puis laissant les limites de la municipalité de St-Gérard-des-Laurentides, la ligne séparant le lot 537 des lots 200 et 201 et d'une partie du lot 202 prolongée jusqu'à l'axe de la rivière Shawinigan; ledit axe de la rivière Shawinigan jusqu'au ruisseau faisant la limite nord de la municipalité du village de Baie-de-Shawinigan et enfin l'axe dudit ruisseau passant sur le lot 623 jusqu'au point de départ.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
38194-41-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 523-52.

Quebec, September 28, 1954.

Application is made to detach from the School Municipality of St. Flore, in the County of St. Maurice, the territory hereinunder described, in order that it be annexed to the School Municipality of Shawinigan-Falls, in the same County, to wit:

An area situate partly in the Township of Shawinigan and partly in the Seigniorie of Cap-de-la-Madeleine, including, with reference to the official cadastre of the Parish of St. Flore, all lots or parts of lots with present and future subdivisions thereof, as well as roads, streets, lanes, rivers, streams or parts thereof, situate within the following limits, to wit:

Commencing at the point of intersection of the dividing line of Ranges one and two of the Township of Shawinigan with the centre point of the brook forming the north boundary of the Village Municipality of Baie-de-Shawinigan; thence passing successively along the following lines and demarcations; in the Township of Shawinigan, the said dividing line of Ranges one and two, thence along the boundaries of the municipality of the Parish of St. Gérard-des-Laurentides passing by the dividing line of lots 613 and 614 as far as the northeast side of the road leading to St. Gérard-des-Laurentides; the said northeast side of the said road along the width of lot 613 and the dividing line of lots 612 and 613 running northeasterly; the line dividing lot 198 from lots 612 and 611 and part of lot 610; in the Seigniorie of Cap-de-la-Madeleine, a broken line dividing different properties and intersecting the lateral lines of lots 198 and 199 at a distance of about eight arpents and a quarter ($8\frac{1}{4}$ apr.) from the front road of said lots, measured along the said lateral lines; the dividing line of lots 199 and 200 running northwesterly; thence leaving the boundaries of the Municipality of St. Gérard-des-Laurentides, the line dividing lot 537 from lots 200 and 201 and a part of lot 202 extending as far as the centre point of the Shawinigan River; the said centre point of the Shawinigan River as far as the brook forming the north boundary of the Village Municipality of Baie-de-Shawinigan and finally the centre point of said brook passing on lot 623 as far as the point of commencement.

38194-41-2

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts Department of Lands and Forests

AVIS

Cadastré officiel du canton de La Minerve, division d'enregistrement de Labelle.

Avis est par la présente donné que dans le rang VIII le lot 25A est corrigé et l'île N° 67 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil. Québec, le 28 septembre 1954.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

38177-o

AVIS

Cadastré officiel du canton de Lussier, division d'enregistrement de Montcalm.

Avis est par la présente donné que dans le rang V l'île du Tremplin, étant le lot 81 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil. Québec, le 27 septembre 1954.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

38177-o

AVIS

Cadastré officiel de la municipalité de la paroisse de Montréal, (cité de Westmount) division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 278-32-1 et 278-32-2 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 29 septembre 1954.
Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

38177-o

AVIS

Cadastré officiel du canton de Provost division d'enregistrement de Berthier.

Avis est par la présente donné que dans le rang II nord-est les lots 1, 2b, 3 et 4 sont corrigés et le Bloc C est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 29 septembre 1954.
Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

38177-o

AVIS

Cadastré officiel de la paroisse de Ste-Foye (Ville de Ste-Foy) division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 193-5 est annulé et que le lot 193-4 (rue) est corrigé en vertu des articles 2174 et 2174A du Code civil.

Québec, le 27 septembre 1954.
Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

38177-o

NOTICE

Official cadastre of the township of La Minerve, registration division of Labelle.

Notice is hereby given that in Range VIII lot 25A is corrected and the Island No. 67 is cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, September the 28th, 1954.
Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

38177-o

NOTICE

Official cadastre of the township of Lussier registration division of Montcalm.

Notice is hereby given that in Range V the Tremplin Island, being lot 81 is added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, September the 27th, 1954.
Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

38177-o

NOTICE

Official cadastre of the municipality of the parish of Montreal (City of Westmount), registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 278-32-1 and 278-32-2 have been cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, September the 29th, 1954.
Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

38177-o

NOTICE

Official cadastre of the township of Provost, registration division of Berthier.

Notice is hereby given that in Range II North-East, lots 1, 2b, 3 and 4 are corrected and Block C is added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, September the 29th, 1954.
Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

38177-o

NOTICE

Official cadastre of the parish of Ste-Foye (Town of Ste-Foy) registration division of Québec.

Notice is hereby given that lot 193-5 has been cancelled and lot 193-4 (Street) has been corrected in virtue of Articles 2174 and 2174A of the civil Code.

Québec, September 27, 1954.
Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

38177-o

Examen du Barreau — Bar Examination

BARREAU DU BAS SAINT-LAURENT — BAR OF THE LOWER SAINT LAWRENCE

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Lacroix.....	Ghtslain.....	28	Sayabec.....	Collège de Lévis.

Rimouski, le 6 octobre 1954 — Rimouski, October 6th, 1954.

Le Secrétaire du Barreau du Bas Saint-Laurent.

MAURICE TESSIER,

Secretary of the Bar of the Lower Saint Lawrence.

38223-o

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

A nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

SALUT.

ATTENDU QUE pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le dix-sept novembre prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la Province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable monsieur GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du Gouvernement, à Québec, le deuxième jour de septembre, l'an de grâce mil neuf cent-cinquante-quatre et de Notre règne le troisième.

Par ordre,

Le Secrétaire de la Chancellerie
à Québec,

38019-37-10-o

ANTOINE LEMIEUX.

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To our Beloved and Faithful Councilors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec.

GREETING.

WHEREAS for various considerations, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the seventeenth day of November next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be here unto affixed.

WITNESS: Our right Trusty and Well Beloved The Honourable Mr. GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of the said Province.

Given at Our Government House in Quebec, this second day of September, in the year of Our Lord nineteen hundred and fifty four and the third year of Our Reign.

By command,

ANTOINE LEMIEUX,

Secretary of the Crown in Chancery,

38019-37-10

at Quebec.

Sièges sociaux

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Charles Guilbault Inc.", constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 31e jour de

Head Offices

NOTICE

Notice is hereby given that "Charles Guilbault Inc.", a company incorporated in virtue of the Quebec Companies' Act Part I on the 31st day of December, 1953 and having its head

décembre 1953, et ayant son siège social à Rouyn, P.Q., a établi son bureau au N° 142 avenue Main. A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Rouyn, P.Q., ce 11e jour de septembre 1954.
(Seau)
38203

Le Secrétaire,
ALBERT GUILBAULT.

office in Rouyn, P.Q., has established its office at No. 142 Main Avenue.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the Head Office of the company.

Dated at Royn, P.Q., this 11th day of September, 1954.
(Seal)
38203-o

ALBERT GUILBAULT,
Secretary.

AVIS DE CHANGEMENT D'ADRESSE DU BUREAU PRINCIPAL DE LA COMPAGNIE GOSFORD LUMBER CO., LTD.

Avis est donné que le siège social de la compagnie Gosford Lumber Co., Ltd. est maintenant à 381 rue St-Laurent, Lévis.

Signé à Lévis, ce quinzième jour de septembre, mil neuf cent cinquante-quatre.

Vraie copie.
(Seau)
38186-o

Le Secrétaire,
MICHEL BARIBEAU.

NOTICE OF CHANGE OF LOCATION OF HEAD OFFICE OF THE COMPANY GOSFORD LUMBER CO., LTD.

Notice is given that the head office of the company Gosford Lumber Co., Ltd., is now located at 381 St. Laurent Street, Lévis.

Signed at Lévis, this fifteenth day of September, one thousand nine hundred and fifty-four.

True copy.
(Seal)
38186

MICHEL BARIBEAU,
Secretary.

Province de Québec — District de Montréal

DÉCLARATION

Re: LES ENTREPRISES GAFO ENTERPRISES INC.

Avis est donné que "Les Entreprises Gafo Enterprises Inc.", constituée en corporation par lettres patentes émises par le secrétaire de la province de Québec en date du 12 novembre 1952, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui, à 418 rue St-Sulpice, l'a transporté à 5920 rue St-Hubert.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré comme étant le bureau principal.

Donné à Montréal, ce vingt-septième jour de septembre 1954.

38217-o

Le Président,
MARCEL PAQUETTE.

Province of Quebec — District of Montreal

DECLARATION

Re: LES ENTREPRISES GAFO ENTERPRISES INC.

Notice is hereby given that "Les Entreprises Gafo Enterprises Inc.", a company incorporated by letters patent issued by the secretary of the Province of Quebec on November 12th, 1952, and having its Head Office in the city of Montreal, where its office was situated up to today at 418 St. Sulpice street, has moved it to 5920 St. Hubert street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the Head Office of the company.

Dated at Montreal, this twenty-seventh day of September 1954.

38217-o

MARCEL PAQUETTE,
President.

Soumissions

VILLE DE FARNHAM
(Comté de Missisquoi)

On est prié de noter que les soumissions ne seront pas reçues le 18 octobre 1954 pour l'émission de \$186,000.00 d'obligations de la ville de Farnham, contrairement à l'avis paru dans la Gazette officielle de Québec du 2 octobre 1954, à la page 2952.
38231-o

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE STE-AGATHE N° 2
(Comté de Lotbinière)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Léon Laffamme, secrétaire-trésorier, Ste-Agathe, comté de Lotbinière, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 26 octobre 1954, pour l'achat de \$116,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Ste-Agathe N° 2, comté de Lotbinière, datées du 1er novembre 1954 et remboursables par séries du 1er novembre 1955

Tenders

TOWN OF FARNHAM
(County of Missisquoi)

Please note that tenders will not be received on October 18th, 1954 for the \$186,000.00 bond issue of the Town of Farnham, notwithstanding the notice which has appeared in the Quebec Official Gazette of October 2nd, 1954, at page 2952.
38231-o

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF STE-AGATHE No. 2
(County of Lotbinière)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Léon Laffamme, secretary-Treasurer, Ste-Atathe, county Lotbinière, until 8 o'clock p.m., Tuesday October 26, 1954, for the purchase of an issue of \$116,000.00 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of Ste-Agathe No. 2, county of Lotbinière, dated November 1st, 1954 and redeemable serially from November 1st, 1955 to November 1st, 1974

au 1er novembre 1974 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 30 août 1954 — Construction d'une école complémentaire de huit classes dans l'arrondissement N° 1.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1954.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$116,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er novembre 1955	x\$14,500.00
1er novembre 1956	x 15,000.00
1er novembre 1957	x 16,000.00
1er novembre 1958	x 16,500.00
1er novembre 1959	x 17,000.00
1er novembre 1960	2,000.00
1er novembre 1961	2,000.00
1er novembre 1962	2,000.00
1er novembre 1963	2,000.00
1er novembre 1964	2,000.00
1er novembre 1965	2,000.00
1er novembre 1966	2,500.00
1er novembre 1967	2,500.00
1er novembre 1968	2,500.00
1er novembre 1969	2,500.00
1er novembre 1970	2,500.00
1er novembre 1971	3,000.00
1er novembre 1972	3,000.00
1er novembre 1973	3,000.00
1er novembre 1974	3,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$80,940.00 accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de \$16,188.00 chacun, de 1955 à 1959 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Agathe, comté de Lotbinière.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, Québec ou Ste-Agathe, comté de Lotbinière.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 26 octobre 1954, à 8 heures p.m., en la salle du couvent, Ste-Agathe, comté de Lotbinière.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Agathe, (Comté de Lotbinière), ce 1er octobre 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
LÉON LAFLAMME.

Ste-Agathe,
(Comté de Lotbinière), P.Q.

38188-0

inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan Resolution dated August 30, 1954 — Election of complementary school of eight classrooms in district No. 1.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as at November 1st, 1954.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$116,000.00 — 20 years

Year	Capital
November 1st, 1955	x\$14,500.00
November 1st, 1956	x 15,000.00
November 1st, 1957	x 16,000.00
November 1st, 1958	x 16,500.00
November 1st, 1959	x 17,000.00
November 1st, 1960	2,000.00
November 1st, 1961	2,000.00
November 1st, 1962	2,000.00
November 1st, 1963	2,000.00
November 1st, 1964	2,000.00
November 1st, 1965	2,000.00
November 1st, 1966	2,500.00
November 1st, 1967	2,500.00
November 1st, 1968	2,500.00
November 1st, 1969	2,500.00
November 1st, 1970	2,500.00
November 1st, 1971	3,000.00
November 1st, 1972	3,000.00
November 1st, 1973	3,000.00
November 1st, 1974	3,500.00

The letters x indicate the years during which annual payments of a total amount of \$80,940.00 granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of \$16,188.00 each, from 1955 to 1959 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Ste-Agathe, county of Lotbinière.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Ste-Agathe, county of Lotbinière.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, October 26, 1954, at 8 o'clock p.m., at the Convent Hall, Ste-Agathe, county of Lotbinière.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Agathe, (County of Lotbinière), October 1st, 1954.

LÉON LAFLAMME,
Secretary-Treasurer.

Ste-Agathe,
(County Lotbinière), P.Q.

38188

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DE ST-HUBERT
(Comté de Chambly)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Raymond Payer, secrétaire-trésorier, Chemin de Chambly, St-Hubert, comté de Chambly, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 25 octobre 1954, pour l'achat de \$36,000.00 d'obligations de la municipalité de St-Hubert, comté de Chambly, datées du 1er novembre 1954 et remboursables par séries du 1er novembre 1955 au 1er novembre 1964 inclusivement avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunts Nos 259 — \$2,300; 260 — \$10,000; 265 — \$7,500; 267 — \$2,400; 268 — \$900; 270 — \$3,500; et 271 — \$9,600 — travaux de chemins et pavages de rues.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1954.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$36,000.00 — 10 ans.

Année	Capital
1er novembre 1955	\$3,000.00
1er novembre 1956	3,000.00
1er novembre 1957	3,500.00
1er novembre 1958	3,500.00
1er novembre 1959	3,500.00
1er novembre 1960	3,500.00
1er novembre 1961	4,000.00
1er novembre 1962	4,000.00
1er novembre 1963	4,000.00
1er novembre 1964	4,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Saint-Hubert, comté de Chambly.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, Québec, St-Lambert ou St-Hubert, comté de Chambly.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 25 octobre 1954, à 8 heures p.m., en la salle paroissiale, St-Hubert, comté de Chambly.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Hubert, (Comté de Chambly), ce 1er octobre 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
RAYMOND PAYER.

Chemin de Chambly, St-Hubert,
(Comté de Chambly), P.Q. 38200-0

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF ST.HUBERT
(County of Chambly)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Raymond Payer, Secretary-Treasurer, Chambly, Road, St. Hubert, county of Chambly, until 8 o'clock p.m., Monday, October 25th, 1954 for the purchase of an issue of \$36,000.00 of bonds of the municipality of St. Hubert, county of Chambly, dated November 1st, 1954 and redeemable serially from November 1st, 1955 to November 1st 1964 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% or more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-laws Nos. 259 — \$2,300; 260 — \$10,000; 265 — \$7,500; 267 — \$2,400; 268 — \$900 — \$3,500; and 271 — \$9,600 — road construction and paving of streets.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from November 1st, 1954.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$36,000.00 — 10 years.

Year	Capital
November 1st, 1955	\$3,000.00
November 1st, 1956	3,000.00
November 1st, 1957	3,500.00
November 1st, 1958	3,500.00
November 1st, 1959	3,500.00
November 1st, 1960	3,500.00
November 1st, 1961	4,000.00
November 1st, 1962	4,000.00
November 1st, 1963	4,000.00
November 1st, 1964	4,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at St. Hubert, county of Chambly.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec, St. Lambert or St. Hubert, county of Chambly.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, October 25th, 1954, at 8 o'clock p.m., at the Parish Hall, St. Hubert, county of Chambly.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

St. Hubert (County of Chambly), this October 1st, 1954.

RAYMOND PAYER,
Secretary-Treasurer.

Chambly Road, St. Hubert,
(County of Chambly), P.Q. 38200

Province de Québec

CITÉ DE GRAND'MÈRE

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Émile Lacroix, secrétaire-trésorier, Hôtel-de-Ville, Grand'Mère, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 25 octobre 1954, pour l'achat de \$823,500.00 d'obligations de la cité de Grand'Mère, datées du 1er novembre 1954 et remboursables par séries du 1er novembre 1955 au 1er novembre 1974 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1954.

Règlements d'emprunts Nos 362, 363 et 364 au total de \$98,500.00 — Renouvellement d'emprunt.

Règlement d'emprunt No. 45A — \$100,000.00 — Création d'un fonds de roulement.

Règlement d'emprunt No. 56A — \$625,000.00 — Aqueduc, égouts, électricité, voirie, etc.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$823,500.00 — 20 ans.

Année	Capital
1er novembre 1955.....	\$29,000.00
1er novembre 1956.....	30,000.00
1er novembre 1957.....	32,000.00
1er novembre 1958.....	33,000.00
1er novembre 1959.....	34,000.00
1er novembre 1960.....	35,500.00
1er novembre 1961.....	36,500.00
1er novembre 1962.....	38,500.00
1er novembre 1963.....	39,500.00
1er novembre 1964.....	42,000.00
1er novembre 1965.....	43,500.00
1er novembre 1966.....	45,000.00
1er novembre 1967.....	47,000.00
1er novembre 1968.....	49,500.00
1er novembre 1969.....	51,000.00
1er novembre 1970.....	44,000.00
1er novembre 1971.....	46,000.00
1er novembre 1972.....	48,000.00
1er novembre 1973.....	49,000.00
1er novembre 1974.....	50,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Grand'Mère.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec, à Toronto ou à Grand'Mère.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 25 octobre 1954, à 8 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, Grand'Mère.

Province of Quebec

CITY OF GRAND'MÈRE

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Émile Lacroix, Secretary-Treasurer, City Hall, Grand'Mère, until 8 o'clock p.m., Monday, October 25th, 1954, for the purchase of an issue of \$823,500.00 of bonds of the city of Grand'Mère, dated November 1st, 1954 and redeemable serially from November 1st, 1955 to November 1st 1974 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from November 1st, 1954.

Loan By-law Nos. 362, 363 and 364 for a total of \$98,500.00 — Renewal of Loan.

Loan By-law No. 45A — \$100,000.00 — Creation of a Rolling Fund.

Loan By-law No. 56A — \$625,000.00 — Waterworks, sewers, electricity, roads, etc.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$823,500.00 — 20 years.

Year	Capital
November 1st, 1955.....	\$29,000.00
November 1st, 1956.....	30,000.00
November 1st, 1957.....	32,000.00
November 1st, 1958.....	33,000.00
November 1st, 1959.....	34,000.00
November 1st, 1960.....	35,500.00
November 1st, 1961.....	36,500.00
November 1st, 1962.....	38,500.00
November 1st, 1963.....	39,500.00
November 1st, 1964.....	42,000.00
November 1st, 1965.....	43,500.00
November 1st, 1966.....	45,000.00
November 1st, 1967.....	47,000.00
November 1st, 1968.....	49,500.00
November 1st, 1969.....	51,000.00
November 1st, 1970.....	44,000.00
November 1st, 1971.....	46,000.00
November 1st, 1972.....	48,000.00
November 1st, 1973.....	49,000.00
November 1st, 1974.....	50,500.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Grand'Mère.

Capital and interest are payable at Montreal, Quebec, Toronto or at Grand'Mère.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, October 25th, 1954, at 8 o'clock p.m., at the City Hall of Grand'Mère.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Grand'Mère, ce 1er octobre 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
ÉMILE LACROIX.

Hôtel de Ville,
Grand'Mère, P.Q.

38187-0

Province de Québec

VILLAGE DE SHAWINIGAN-SUD
(Comté de Champlain)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Paul-E. Hamel, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 900, 6ème avenue, Shawinigan-Sud, comté de Champlain, jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, le 27 octobre 1954, pour l'achat de \$100,000 d'obligations du village de Shawinigan-Sud, comté de Champlain, datées du 1er novembre 1954 et remboursables par séries du 1er novembre 1955 au 1er novembre 1974 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 112 — Consolidation de la dette flottante, paiements pour la dette assumée de la paroisse d'Almaville, aqueduc et égouts, etc.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$100,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er novembre 1955	\$4,500.00
1er novembre 1956	4,500.00
1er novembre 1957	4,500.00
1er novembre 1958	4,500.00
1er novembre 1959	4,500.00
1er novembre 1960	4,500.00
1er novembre 1961	4,500.00
1er novembre 1962	5,000.00
1er novembre 1964	5,000.00
1er novembre 1964	5,000.00
1er novembre 1965	5,000.00
1er novembre 1966	5,000.00
1er novembre 1967	5,000.00
1er novembre 1968	5,500.00
1er novembre 1969	5,500.00
1er novembre 1970	5,500.00
1er novembre 1971	5,500.00
1er novembre 1972	5,500.00
1er novembre 1973	5,500.00
1er novembre 1974	5,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Shawinigan-Falls.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Shawinigan-Falls.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Grand'Mère, October 1st, 1954.

ÉMILE LACROIX,
Secretary-Treasurer.

City Hall,
Grand'Mère P.Q.

38187

Province of Quebec

VILLAGE OF SHAWINIGAN-SOUTH
(County of Champlain)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Paul E. Hamel, Secretary-Treasurer, City Hall, 900, 6th Avenue, Shawinigan-South, County of Champlain, until 8 o'clock p.m., Wednesday, October, 27, 1954 for the purchase of an issue of \$100,000 of bonds of the Village of Shawinigan-South, County of Champlain, dated November 1st, 1954 and redeemable serially from November 1st, 1955 to November 1st, 1974 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% or more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-law No. 112 — Funding of floating debt, payments re debt of Parish of Almaville, waterworks and sewers, etc.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$100,000.00 — 20 years

Year	Capital
November 1st, 1955	\$4,500.00
November 1st, 1956	4,500.00
November 1st, 1957	4,500.00
November 1st, 1958	4,500.00
November 1st, 1959	4,500.00
November 1st, 1960	4,500.00
November 1st, 1961	4,500.00
November 1st, 1962	5,000.00
November 1st, 1963	5,000.00
November 1st, 1964	5,000.00
November 1st, 1965	5,000.00
November 1st, 1966	5,000.00
November 1st, 1967	5,000.00
November 1st, 1968	5,500.00
November 1st, 1969	5,500.00
November 1st, 1970	5,500.00
November 1st, 1971	5,500.00
November 1st, 1972	5,500.00
November 1st, 1973	5,500.00
November 1st, 1974	5,500.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Shawinigan Falls.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Shawinigan Falls.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 27 octobre 1954, à 8 heures p.m. en la salle du conseil de l'Hôtel de Ville, 900, 6ème avenue, Shawinigan-Sud, comté de Champlain.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Shawinigan-Sud, (Comté de Champlain), ce 4 octobre 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
PAUL-E. HAMEL.

Hôtel de Ville, 900, 6ème avenue, Shawinigan-Sud
(Comté de Champlain), P.Q. 38205-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA
MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE
DE ST-FÉLICIEN
(Comté de Roberval)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-Harry Dumas, secrétaire-trésorier, 199 Blvd Sacré-Cœur, B.P. 207, St-Félicien, comté de Roberval, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 26 octobre 1954, pour l'achat de \$50,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de St-Félicien, comté de Roberval, datées du 1er août 1955 au 1er août 1974 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 15 juin 1954, telle que modifiée — Construction d'une école dans l'arrondissement N° 3.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1954.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$50,000.00 — 20 ans.

Année	Capital
1er août 1955.....	x \$14,500.00
1er août 1956.....	x 15,000.00
1er août 1957.....	500.00
1er août 1958.....	1,000.00
1er août 1959.....	1,000.00
1er août 1960.....	1,000.00
1er août 1961.....	1,000.00
1er août 1962.....	1,000.00
1er août 1963.....	1,000.00
1er août 1964.....	1,000.00
1er août 1965.....	1,000.00
1er août 1966.....	1,000.00
1er août 1967.....	1,000.00
1er août 1968.....	1,000.00
1er août 1969.....	1,500.00
1er août 1970.....	1,500.00
1er août 1971.....	1,500.00
1er août 1972.....	1,500.00
1er août 1973.....	1,500.00
1er août 1974.....	1,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$30,400.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en deux versements de \$15,200.00 chacun, en 1955 et en 1956, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Saint-Félicien, comté de Roberval.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday, October 27, 1954, at 8 o'clock p.m., at the Council Room of the City Hall, 900, 6th Avenue, Shawinigan-South, County of Champlain.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Shawinigan-South, (County of Champlain), this October 4th, 1954.

PAUL E. HAMEL,
Secretary-Treasurer.

City Hall, 900, 6th Avenue, Shawinigan-South,
(County of Champlain), P.Q. 38205

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE
MUNICIPALITY OF THE PARISH
OF ST. FÉLICIEN
(County of Roberval)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J.-Harry Dumas, Secretary-Treasurer, 199 Blvd. Sacré-Cœur, P.O.B. 207, St-Félicien, county of Roberval, until 8 o'clock p.m., Tuesday, October 26th, 1954, for the purchase of an issue of \$50,000.00 of bonds of the school commissioners for the municipality of the parish of St-Félicien, county of Roberval, dated August, 1st, 1954 and redeemable serially from August 1st, 1955, to August 1st, 1974 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on February 1st and August 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated June 15th, 1954, as modified — Erection of a school in No. 3 district.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from November 1st, 1954.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$50,000.00 — 20 years.

Year	Capital
August 1st, 1955.....	x \$14,500.00
August 1st, 1956.....	x 15,000.00
August 1st, 1957.....	500.00
August 1st, 1958.....	1,000.00
August 1st, 1959.....	1,000.00
August 1st, 1960.....	1,000.00
August 1st, 1961.....	1,000.00
August 1st, 1962.....	1,000.00
August 1st, 1963.....	1,000.00
August 1st, 1964.....	1,000.00
August 1st, 1965.....	1,000.00
August 1st, 1966.....	1,000.00
August 1st, 1967.....	1,000.00
August 1st, 1968.....	1,000.00
August 1st, 1969.....	1,500.00
August 1st, 1970.....	1,500.00
August 1st, 1971.....	1,500.00
August 1st, 1972.....	1,500.00
August 1st, 1973.....	1,500.00
August 1st, 1974.....	1,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payment of a total amount of \$30,400.00 granted by the Provincial Secretary and payable in two instalments of \$15,200.00 each, from 1955 to 1956 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at St-Félicien, county of Roberval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales d'une banque à charte dans la province de Québec.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 26 octobre 1954, à 8 heures p.m., en la salle municipale, St-Félicien, comté de Roberval.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Félicien, (Comté de Roberval), ce 2 octobre 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-HARRY DUMAS,
199 Blvd Sacré-Cœur, B.P. 207, St-Félicien,
(Comté de Roberval), P.Q. 38189-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA
MUNICIPALITÉ DE SAINT-LOUIS-
DE-COURVILLE
(Comté de Québec)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Armand Grenier, secrétaire-trésorier, 18 rue St-Raphaël, St-Louis-de-Courville, comté de Québec, jusqu'à 8.30 heures p.m., mercredi, le 27 octobre 1954, pour l'achat de \$145,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Louis-de-Courville, comté de Québec, datées du 1er octobre 1954 et remboursables par séries du 1er octobre 1955 au 1er octobre 1974 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 19 juillet 1954, telle que modifiée — Agrandissement de sept classes à l'école Notre-Dame-du-Sacré-Cœur.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1954.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$145,000.00 — 20 ans.

Année	Capital
1er octobre 1955.....	x \$14,500.00
1er octobre 1956.....	x 15,500.00
1er octobre 1957.....	x 16,000.00
1er octobre 1958.....	x 16,500.00
1er octobre 1959.....	x 17,500.00
1er octobre 1960.....	3,000.00
1er octobre 1961.....	3,500.00
1er octobre 1962.....	3,500.00
1er octobre 1963.....	3,500.00
1er octobre 1964.....	3,500.00
1er octobre 1965.....	4,000.00
1er octobre 1966.....	4,000.00

Capital and interest are payable at all branches of a chartered bank in the Province of Quebec.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, October 26th, 1954, at 8 o'clock p.m., at the Municipal Hall, St-Félicien, county of Roberval.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Félicien, (County of Roberval), October 2nd, 1954.

J.-HARRY DUMAS,
Secretary-Treasurer,
199 Blvd. Sacré-Cœur, P.O.B. 207, St-Félicien,
(County of Roberval), P.Q. 38189

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE
MUNICIPALITY OF ST. LOUIS-
DE-COURVILLE
(County of Quebec)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Armand Grenier, Secretary-Treasurer, 18 St. Raphaël St., St-Louis-de-Courville, county of Quebec, until 8.30 o'clock p.m., Wednesday, October 27th, 1954, for the purchase of an issue of \$145,000.00 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of St. Louis-de-Courville, county of Quebec, dated October 1st, 1954 and redeemable serially from October 1st, 1955 to October 1st, 1974 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated July 19th, 1954, as modified — Enlargement of seven class-rooms at the Notre-Dame-du-Sacré-Cœur School.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from November 1st, 1954.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$145,000.00 — 20 years.

Year	Capital
October 1st, 1955.....	x \$14,500.00
October 1st, 1956.....	x 15,500.00
October 1st, 1957.....	x 16,000.00
October 1st, 1958.....	x 16,500.00
October 1st, 1959.....	x 17,500.00
October 1st, 1960.....	3,000.00
October 1st, 1961.....	3,500.00
October 1st, 1962.....	3,500.00
October 1st, 1963.....	3,500.00
October 1st, 1964.....	3,500.00
October 1st, 1965.....	4,000.00
October 1st, 1966.....	4,000.00

1er octobre 1967.....	4,000.00	October 1st, 1967.....	4,000.00
1er octobre 1968.....	4,500.00	October 1st, 1968.....	4,500.00
1er octobre 1969.....	4,500.00	October 1st, 1969.....	4,500.00
1er octobre 1970.....	5,000.00	October 1st, 1970.....	5,000.00
1er octobre 1971.....	5,000.00	October 1st, 1971.....	5,000.00
1er octobre 1972.....	5,500.00	October 1st, 1972.....	5,500.00
1er octobre 1973.....	5,500.00	October 1st, 1973.....	5,500.00
1er octobre 1974.....	6,000.00	October 1st, 1974.....	6,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$75,586, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de \$15,117.20 chacun, de 1955 à 1959 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal ou à Québec.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 27 octobre 1954, à 8.30 heures p.m., en l'école Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, St-Louis-de-Courville, comté de Québec.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Louis-de-Courville, (Comté de Québec), ce 4 octobre 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
ARMAND GRENIER.

18, rue St-Raphaël, St-Louis-de-Courville,
(Comté de Québec), P.Q. 38204-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA
MUNICIPALITÉ DE L'ÎLE PERRÔT
(Comté de Vaudreuil)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Raoul d'Aoust, secrétaire-trésorier, Ile Perrôt, comté de Vaudreuil, jusqu'à 8 heures p.m., jeudi, le 28 octobre 1954, pour l'achat de \$110,500.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de l'Ile Perrôt, comté de Vaudreuil, datées du 1er novembre 1954 et remboursables par séries du 1er novembre 1955 au 1er novembre 1974 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 30 mars 1954 — Construction d'une école.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1954.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$75,586 granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of \$15,117.20 each, from 1955 to 1959 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Quebec.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal or at Quebec.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Wednesday, October 27th, 1954, at 8.30 o'clock p.m., at the Notre-Dame-du-Sacré-Cœur School, St-Louis-de-Courville, county of Quebec.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Louis-de-Courville (County of Quebec), October 4th, 1954.

ARMAND GRENIER,
Secretary-Treasurer.

18, St. Raphaël St., St-Louis-de-Courville,
(County of Quebec), P.Q. 38204

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE
MUNICIPALITY OF ÎLE PERRÔT
(County of Vaudreuil)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Raoul D'Aoust, Secretary-Treasurer, Ile Perrôt, county of Vaudreuil, until 8 o'clock p.m. Thursday, October 28th, 1954, for the purchase of an issue of \$110,500.00 of bonds of the School Commissioners for the municipality of Ile Perrôt, county of Vaudreuil, dated November 1st, 1954 and redeemable serially from November 1st, 1955 to November 1st, 1974 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% or more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan Resolution dated March 30th, 1954 — Erection of a school.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from November 1st, 1954.

The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$110,500.00 — 20 ans. Table of redemption — \$110,500.00 — 20 years.

Année	Capital	Year	Capital
1er novembre 1955.....	x\$12,500.00	November 1st, 1955.....	x\$12,500.00
1er novembre 1956.....	x 12,500.00	November 1st, 1956.....	x 12,500.00
1er novembre 1957.....	x 12,500.00	November 1st, 1957.....	x 12,500.00
1er novembre 1958.....	x 12,500.00	November 1st, 1958.....	x 12,500.00
1er novembre 1959.....	2,000.00	November 1st, 1959.....	2,000.00
1er novembre 1960.....	3,000.00	November 1st, 1960.....	3,000.00
1er novembre 1961.....	3,000.00	November 1st, 1961.....	3,000.00
1er novembre 1962.....	3,000.00	November 1st, 1962.....	3,000.00
1er novembre 1963.....	3,000.00	November 1st, 1963.....	3,000.00
1er novembre 1964.....	3,000.00	November 1st, 1964.....	3,000.00
1er novembre 1965.....	3,500.00	November 1st, 1965.....	3,500.00
1er novembre 1966.....	4,000.00	November 1st, 1966.....	4,000.00
1er novembre 1967.....	4,000.00	November 1st, 1967.....	4,000.00
1er novembre 1968.....	4,000.00	November 1st, 1968.....	4,000.00
1er novembre 1969.....	4,000.00	November 1st, 1969.....	4,000.00
1er novembre 1970.....	4,000.00	November 1st, 1970.....	4,000.00
1er novembre 1971.....	5,000.00	November 1st, 1971.....	5,000.00
1er novembre 1972.....	5,000.00	November 1st, 1972.....	5,000.00
1er novembre 1973.....	5,000.00	November 1st, 1973.....	5,000.00
1er novembre 1974.....	5,000.00	November 1st, 1974.....	5,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$50,000.00 accordé par le Secrétaire de la province et payable en quatre versements de \$12,500.00 chacun, de 1955 à 1958 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à l'Ile Perrôt, comté de Vaudreuil.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, Québec, Dorion-Vaudreuil ou Ile Perrôt, comté de Vaudreuil.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue jeudi, le 28 octobre 1954, à 8 heures p.m., en la salle du conseil municipal, Ile Perrôt, comté de Vaudreuil.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ile Perrôt, (Comté de Vaudreuil), ce 7 octobre 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
RAOUL D'AOUST.

Ile Perrôt
(Comté de Vaudreuil), P.Q. 38233-0

Province de Québec

VILLE DE POINTE-CLAIRE

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, René Labrosse, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 293 Bord du Lac, Pointe-Claire, jusqu'à 8 heures p.m., jeudi, le 28 octobre 1954, pour l'achat de \$755,000.00 d'obligations de la ville

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$50,000.00 granted by the Provincial Secretary and payable in four instalments of \$12,500.00 each, from 1955 to 1958 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Ile Perrôt, county of Vaudreuil.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec, Dorion-Vaudreuil or Ile Perrôt, county of Vaudreuil.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Thursday, October 28th, 1954, at 8 o'clock p.m., at the Municipal Council Room, Ile Perrôt, county of Vaudreuil.

The School Commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

Ile Perrôt, (County of Vaudreuil), this October 7th, 1954.

RAOUL D'AOUST,
Secretary-Treasurer.

Ile Perrôt
(County of Vaudreuil), P.Q. 38233

Province of Quebec

TOWN OF POINTE-CLAIRE

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned René Labrosse, Secretary-Treasurer, Town Hall, 293 Bord du Lac, Pointe-Claire, until 8 o'clock p.m., Thursday, October 28th, 1954, for the purchase of an issue of \$755,000.00 of bonds of the town of

de Pointe-Claire, datées du 1er novembre 1954 et remboursables par séries du 1er novembre 1955 au 1er novembre 1974 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Pointe-Claire, dated Nov. 1st, 1954 and redeemable serially from November 1st, 1955 to November 1st, 1974 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Règlements d'emprunts Nos 374 — \$72,000.00 — achat d'équipement et divers travaux; 400 — \$7,500.00 — aqueduc et égouts; 405 — \$27,000.00 — égouts; 421 — \$335,500.00 — aqueduc, égouts et construction d'un réservoir; 423 — \$7,500.00 — installation d'un système de traitement de l'eau (fluoridation system); et 428 — \$305,500.00 — améliorations locales.

Loan By-laws Nos. 374 — \$72,000.00 — purchase of equipment and various labor tasks; 400 — \$7,500.00 — waterworks and sewers; 405 — \$27,000.00 — sewers; 421 — \$335,500.00 — waterworks, sewers and the building of a reservoir; 423 — \$7,500.00 — installation of (fluoridation system); and 428 — \$305,500.00 — local improvements.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1954.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as at November 1st, 1954.

La tableau d'amortissement est le suivant:

The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$755,000.00 — 20 ans.

Table of redemption — \$755,000.00 — 20 years.

Année	Capital
1er novembre 1955	\$ 25,500.00
1er novembre 1956	25,500.00
1er novembre 1957	25,500.00
1er novembre 1958	28,500.00
1er novembre 1959	29,000.00
1er novembre 1960	30,500.00
1er novembre 1961	30,500.00
1er novembre 1962	30,500.00
1er novembre 1963	31,000.00
1er novembre 1964	31,000.00
1er novembre 1965	33,500.00
1er novembre 1966	33,500.00
1er novembre 1967	33,500.00
1er novembre 1968	33,500.00
1er novembre 1969	33,500.00
1er novembre 1970	34,500.00
1er novembre 1971	34,500.00
1er novembre 1972	34,500.00
1er novembre 1973	35,000.00
1er novembre 1974	161,500.00

Year	Capital
November 1st, 1955	\$ 25,500.00
November 1st, 1956	25,500.00
November 1st, 1957	25,500.00
November 1st, 1958	28,500.00
November 1st, 1959	29,000.00
November 1st, 1960	30,500.00
November 1st, 1961	30,500.00
November 1st, 1962	30,500.00
November 1st, 1963	31,000.00
November 1st, 1964	31,000.00
November 1st, 1965	33,500.00
November 1st, 1966	33,500.00
November 1st, 1967	33,500.00
November 1st, 1968	33,500.00
November 1st, 1969	33,500.00
November 1st, 1970	34,500.00
November 1st, 1971	34,500.00
November 1st, 1972	34,500.00
November 1st, 1973	35,000.00
November 1st, 1974	161,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Pointe-Claire.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Pointe-Claire.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Pointe-Claire.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Pointe-Claire.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue jeudi, le 28 octobre 1954, à 8 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, 293 Bord du Lac, Pointe-Claire.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Thursday, October 28th, 1954, at 8 o'clock p.m., at the Town Hall, 293 Bord du Lac, Pointe-Claire.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Pointe-Claire, ce 5 octobre 1954.

Pointe-Claire, October 5th, 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
RENÉ LABROSSE.

RENÉ LABROSSE,
Secretary-Treasurer.

Hôtel de Ville, 293 Bord du Lac,
Pointe-Claire, P.Q.

Town Hall, 293 Bord du Lac,
Pointe-Claire, P.Q.

38218-0

38218

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA
MUNICIPALITÉ DE ST-SAUVEUR
(Comté de Terrebonne)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Adolphe Bélanger, secrétaire-trésorier, 1, rue de l'Église, B.P. 30, St-Sauveur-des-Monts, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 26 octobre 1954, pour l'achat de \$72,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Sauveur, comté de Terrebonne, datées du 1er novembre 1954 et remboursables par séries du 1er novembre 1955 au 1er novembre 1974 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 10 août 1954 — La restauration d'une école complémentaire.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1954.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$72,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er novembre 1955	x\$10,500.00
1er novembre 1956	x 11,000.00
1er novembre 1957	x 11,500.00
1er novembre 1958	x 12,000.00
1er novembre 1959	1,000.00
1er novembre 1960	1,000.00
1er novembre 1961	1,500.00
1er novembre 1962	1,500.00
1er novembre 1963	1,500.00
1er novembre 1964	1,500.00
1er novembre 1965	1,500.00
1er novembre 1966	1,500.00
1er novembre 1967	1,500.00
1er novembre 1968	2,000.00
1er novembre 1969	2,000.00
1er novembre 1970	2,000.00
1er novembre 1971	2,000.00
1er novembre 1972	2,000.00
1er novembre 1973	2,000.00
1er novembre 1974	2,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$44,850, accordé par le secrétaire de la province et payable en quatre versements annuels de \$11,212.50 chacun, de 1955 à 1958 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Sauveur-des-Monts, comté de Terrebonne.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec, à Ste-Adèle-en-Bas ou à St-Sauveur-des-Monts, comté de Terrebonne.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE
MUNICIPALITY OF ST. SAUVEUR
(County of Terrebonne)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Adolphe Bélanger, Secretary-Treasurer, 1 Church Street, P.B. 30, St. Sauveur des Monts, until 8 o'clock p.m., Tuesday, October 26, 1954, for the purchase of an issue of \$72,000 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of St. Sauveur, County of Terrebonne, dated November 1st, 1954 and redeemable serially from November 1st, 1955 to November 1st 1974 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% or more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan Resolution dated August 10, 1954 — Restoring of a intermediate school.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from November 1st, 1954.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$72,000.00 — 20 years

Year	Capital
November 1st, 1955	x\$10,500.00
November 1st, 1956	x 11,000.00
November 1st, 1957	x 11,500.00
November 1st, 1958	x 12,000.00
November 1st, 1959	1,000.00
November 1st, 1960	1,000.00
November 1st, 1961	1,500.00
November 1st, 1962	1,500.00
November 1st, 1963	1,500.00
November 1st, 1964	1,500.00
November 1st, 1965	1,500.00
November 1st, 1966	1,500.00
November 1st, 1967	1,500.00
November 1st, 1968	2,000.00
November 1st, 1969	2,000.00
November 1st, 1970	2,000.00
November 1st, 1971	2,000.00
November 1st, 1972	2,000.00
November 1st, 1973	2,000.00
November 1st, 1974	2,500.00

The letters x indicate the years during which annual payments of a total amount of \$44,850.00 granted by the Provincial Secretary and payable in four instalments of \$11,212.50 each, from 1955 to 1958 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at St. Sauveur des Monts, County of Terrebonne.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec, St. Adèle-en-Bas or at St. Sauveur des Monts, County of Terrebonne.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the

l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 26 octobre 1954, à 8 heures p.m., en la salle paroissiale, St-Sauveur-des-Monts, Cité Terrebonne.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Sauveur-des-Monts, (Comté de Terrebonne), ce 2 octobre 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
ADOLPHE BÉLANGER,
1, rue de l'Église, B.P. 30, St-Sauveur-des-Monts,
(Comté de Terrebonne), P.Q. 38201-0

Province of Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA
MUNICIPALITÉ DE LA VILLE
DE TERREBONNE
(Comté de Terrebonne)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Léopold Gravel, secrétaire-trésorier, rue St-Pierre, Terrebonne, comté de Terrebonne, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 26 octobre 1954, pour l'achat de \$355,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Terrebonne, comté de Terrebonne, datées du 1er octobre 1954 et remboursables par séries du 1er octobre 1955 au 1er octobre 1974 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 2 mars 1954 — Construction d'une école.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1954.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$355,000.00 — 20 ans.

Année	Capital
1er octobre 1955	x\$34,500.00
1er octobre 1956	x 36,000.00
1er octobre 1957	x 37,500.00
1er octobre 1958	x 39,000.00
1er octobre 1959	x 41,000.00
1er octobre 1960	8,000.00
1er octobre 1961	8,500.00
1er octobre 1962	9,000.00
1er octobre 1963	9,000.00
1er octobre 1964	9,500.00
1er octobre 1965	10,000.00
1er octobre 1966	10,500.00
1er octobre 1967	11,000.00
1er octobre 1968	11,500.00
1er octobre 1969	12,000.00
1er octobre 1970	12,500.00
1er octobre 1971	13,000.00
1er octobre 1972	13,500.00
1er octobre 1973	14,000.00
1er octobre 1974	15,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$173,700.00 accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de \$34,740.00 chacun, de 1955 à 1959 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, October 26, 1954, at 8 o'clock p.m., at the parish Hall, St. Sauveur des Monts, county of Terrebonne.

The School Commissioners not bound to accept the highest or any of the tenders.

St. Sauveur des Monts (county of Terrebonne), this October 2, 1954.

ADOLPHE BÉLANGER,
Secretary-Treasurer,
1 Church Street, P.B. 30, St. Sauveur des Monts,
(County of Terrebonne), P.Q. 38201

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE
MUNICIPALITY OF THE TOWN
OF TERREBONNE
(County of Terrebonne)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Léopold Gravel, Secretary-Treasurer, St. Peter St., Terrebonne, county of Terrebonne, until 8 o'clock p.m., Tuesday, October 26th, 1954 for the purchase of an issue of \$355,000.00 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of the Town of Terrebonne, county of Terrebonne, dated October 1st, 1954 and redeemable serially from October 1st, 1955 to October 1st, 1974 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan Resolution dated March 2nd, 1954 — Erection of a school.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from November 1st, 1954.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$355,000.00 — 20 years.

Year	Capital
October 1st, 1955	x\$34,500.00
October 1st, 1956	x 36,000.00
October 1st, 1957	x 37,500.00
October 1st, 1958	x 39,000.00
October 1st, 1959	x 41,000.00
October 1st, 1960	8,000.00
October 1st, 1961	8,500.00
October 1st, 1962	9,000.00
October 1st, 1963	9,000.00
October 1st, 1964	9,500.00
October 1st, 1965	10,000.00
October 1st, 1966	10,500.00
October 1st, 1967	11,000.00
October 1st, 1968	11,500.00
October 1st, 1969	12,000.00
October 1st, 1970	12,500.00
October 1st, 1971	13,000.00
October 1st, 1972	13,500.00
October 1st, 1973	14,000.00
October 1st, 1974	15,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$173,700.00 granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of \$34,740.00 each, from 1955 to 1959 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Terrebonne, comté de Terrebonne.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Terrebonne, comté de Terrebonne.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 26 octobre 1954, à 8 heures p.m., en la salle municipale, Terrebonne, comté de Terrebonne.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Terrebonne, (Comté de Terrebonne), ce 6 octobre 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
LÉOPOLD GRAVEL.

Rue St-Pierre, Terrebonne,
(Comté de Terrebonne), P.Q. 38225-0

Province de Québec

ESCOUMAINS
(Comté de Saguenay)

AVIS public est par les présentes donné que des soumissions cachetée et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Léon Tremblay, secrétaire-trésorier, Escoumains, comté de Saguenay, jusqu'à 7 heures p.m., lundi, le 25 octobre 1954, pour l'achat de \$55,000.00 d'obligations de la municipalité d'Escoumains, comté de Saguenay, datées du 1er octobre 1954 et remboursables par séries du 1er octobre 1955 au 1er octobre 1974 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 87 — aqueduc et égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1954.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$55,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er octobre 1955	\$1,500.00
1er octobre 1956	2,000.00
1er octobre 1957	2,000.00
1er octobre 1958	2,000.00
1er octobre 1959	2,000.00
1er octobre 1960	2,000.00
1er octobre 1961	2,000.00
1er octobre 1962	2,500.00
1er octobre 1963	2,500.00
1er octobre 1964	2,500.00
1er octobre 1965	2,500.00
1er octobre 1966	3,000.00
1er octobre 1967	3,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Terrebonne, county of Terrebonne.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Terrebonne, county of Terrebonne.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, October 26th, 1954, at 8 o'clock p.m., at the Municipal Hall, Terrebonne, county of Terrebonne.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Terrebonne (County of Terrebonne), October 6th, 1954.

LÉOPOLD GRAVEL,
Secretary-Treasurer.

St. Peter St., Terrebonne,
(County of Terrebonne), P.Q. 38225

Province of Quebec

ESCOUMAINS
(County of Saguenay)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Léon Tremblay, Secretary-Treasurer, Escoumains, county of Saguenay, until 7 o'clock p.m., Monday, October 25, 1954, for the purchase of an issue of \$55,000.00 of bonds of the Municipality of Escoumains, county of Saguenay, dated October 1st, 1954 and redeemable serially from October 1st, 1955 to October 1st, 1974 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% or more than 4½% per annum, semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-law No. 87 — Waterworks and sewers.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from November 1st, 1954.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$55,000.00 — 20 years

Year	Capital
October 1st, 1955	\$1,500.00
October 1st, 1956	2,000.00
October 1st, 1957	2,000.00
October 1st, 1958	2,000.00
October 1st, 1959	2,000.00
October 1st, 1960	2,000.00
October 1st, 1961	2,000.00
October 1st, 1962	2,500.00
October 1st, 1963	2,500.00
October 1st, 1964	2,500.00
October 1st, 1965	2,500.00
October 1st, 1966	3,000.00
October 1st, 1967	3,000.00

1er octobre 1968	3,000.00	October 1st, 1968.....	3,000.00
1er octobre 1969	3,500.00	October 1st, 1969.....	3,500.00
1er octobre 1970	3,500.00	October 1st, 1970.....	3,500.00
1er octobre 1971	3,500.00	October 1st, 1971.....	3,500.00
1er octobre 1972	4,000.00	October 1st, 1972.....	4,000.00
1er octobre 1973	4,000.00	October 1st, 1973.....	4,000.00
1er octobre 1974	4,000.00	October 1st, 1974.....	4,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Escoumains, comté de Saguenay.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales d'une banque à charte dans la province de Québec.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 25 octobre 1954, à 7 heures p.m., en la salle paroissiale d'Escoumains, comté de Saguenay.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Escoumains, (Comté de Saguenay), ce 6 octobre 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
LÉON TREMBLAY.

Escoumains,
(Comté Saguenay), P.Q. 38226-0

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Escoumains, county of Saguenay.

Capital and interest are payable at all branches of a chartered bank in the Province of Quebec.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, October 25, 1954, at 7 o'clock p.m., at the Parish Hall of Escoumains, County of Saguenay.

The council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Escoumains, (county of Saguenay), this October 6th, 1954.

LÉON TREMBLAY,
Secretary-Treasurer.

Escoumains,
(County of Saguenay), P.Q. 38226

Vente — Loi de faillite

Province de Québec, district de Montreal, Cour Supérieure, N° 286/1954, "En faillite". Dans l'affaire de la faillite de: Paul Émile Duval, Rosemont cédant-autorisé & Claude Perras, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant savoir:

Désignation: Un certain emplacement ayant front sur la vingt-sixième Avenue, dans le Quartier Rosemont, de la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro quatre cent quatre-vingt-deux de la subdivision officielle du lot original numéro cent quatre-vingt-douze (No. 192-482) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-deux pieds de profondeur, et contenant une superficie de deux mille cinquante pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, avec droit de passage dans la rue en arrière, en commun avec tous autres y ayant droit.

Avec toutes les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 6291 et 6293 de la vingt-sixième Avenue, dans le quartier Rosemont.

Ainsi que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit emplacement."

Sera vendu au bureau du shérif Palais de Justice, Montréal, à ONZE heures de l'avant-midi,

Sale — Bankruptcy Act

Province of Quebec, district of Montreal Superior Court, No. 286/1954, "Sitting in Bankruptcy". In the matter of the Bankruptcy of: Paul Émile Duval, Rosemont, authorized assignor & Claude Perras, trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immovable, to wit:

Désignation: "A certain emplacement having frontage on the twenty-sixth Avenue, in the Rosemont Ward, of the city of Montreal, known and designated under number four hundred and eighty-two of the official subdivision of the original lot number one hundred and ninety-two (No. 192-482) on the official plan and in the book of reference of the incorporated village of the Côte de la Visitation, measuring twenty-five feet in width by eighty-two feet in depth, and containing a superficial area of two thousand fifty square feet, English measure, more or less, with right of way in the rear lane, in common with all others having a right thereto.

With all the buildings thereon erected bearing civic numbers 6291 and 6293 of twenty-sixth Avenue, in the Rosemont Ward.

As the whole stands presently, with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said emplacement."

Shall be sold at the Sheriff's Office, Court House, Montreal, at ELEVEN o'clock in the

MARDI le NEUF NOVEMBRE 1954.

Cette vente est faite en vertu d'un jugement rendu par la Cour Supérieure, à Montréal, le 27 septembre 1954, et suivant les dispositions des articles 55 et suivants de la Loi de 1949 sur la faillite, afin de donner à cette vente l'effet du décret aux termes du Code de procédure civile.

Conditions: comptant.

En plus du prix d'acquisition, l'acquéreur devra payer les droits du gouvernement 2½% conformément à la Loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Daté à Montréal, ce 28 septembre 1954.

Le syndic,

CLAUDE PERRAS.

Bureau de:

Perras & Perras
Syndics-Licenciés
4 est, rue Notre-Dame
Montréal, P.Q.

38158-40-2-o

forenoon, TUESDAY, NOVEMBER NINTH, 1954.

This sale is made by virtue of a judgment rendered by the Superior Court, at Montreal, on September 27th, 1954, and according to the provisions of sections 55 and following of the Bankruptcy Act 1949, so as to give to this sale the same effect as a Sheriff's sale on the terms of the Civil Procedure.

Conditions: Cash:

Over and above the purchase price, the purchaser, shall pay the government rights of 2½%, in conformity with the law.

For further information and list of charges, apply to the undersigned.

Dated at Montreal, this September 28th, 1954.

CLAUDE PERRAS,

Trustee.

Office of:

Perras & Perras,
trustees,
4, Notre-Dame East,
Montreal, P.Q.

38158-40-2

Ventes pour taxes

Sales for Taxes

Province de Québec

Province of Quebec

VILLE DE MONT-LAURIER

TOWN OF MONT-LAURIER

Avis public est par le présent donné, que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère publique, à DIX heures de l'avant-midi (heure normale), LUNDI, le VINGT-CINQ OCTOBRE, mil neuf cent cinquante-quatre (25 octobre, 1954) en la Salle de l'Hôtel-de-Ville de Mont-Laurier, P.Q. pour satisfaire au paiement des taxes municipales, des intérêts et des frais encourus, savoir:

1° Benjamin Laurin et autres. "Les lots de terre connus et désignés sous les numéros quatre cent cinquante six et huit cent quatre-vingt-dix-sept, au cadastre officiel du village de Mont-Laurier; A distraire cependant desdits lots, un emplacement mesurant cent pieds de largeur sur une profondeur de cinquante pieds à partir de la rue Frontenac, tel emplacement appartenant à Mlle Florida Blais et originairement acquis par acte enregistré sous le N° 4510. Sans bâtisse;

Le lopin de terre à être vendu et comprenant les parties des lots 897 et 456 se trouve borné comme suit: vers le nord par le lot 475 et partie du lot 896; vers le nord-est par la rue Frontenac; et par la partie du lot 457; et vers le sud-ouest par la rue Brunet."

Donné à Mont-Laurier, ce 27 septembre mil neuf cent cinquante-quatre.

Le Secrétaire-trésorier,

RENÉ LEDUC.

38159-40-2-o

Public notice is hereby given that the immovables hereinafter described shall be sold at public auction, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time), MONDAY, the TWENTY-FIFTH day of OCTOBER, one thousand nine hundred and fifty-four (October 25th, 1954) in the hall of the City Hall of Mont-Laurier, P.Q. in payment of municipal taxes, interest and costs incurred, to wit:

1. Benjamin Laurin and others. "Lots of land known and designated under numbers four hundred and fifty-six and eight hundred and ninety-seven, of the official cadastre of the village of Mont-Laurier; save and except however, an emplacement measuring one hundred feet in width by a depth of fifty feet, as from Frontenac Street, said emplacement belonging to Miss Florida Blais and originally acquired by registered deed No. 4510. Without buildings;

The lot of land to be sold and comprising parts of lots 897 and 456 are bounded as follows: northwards by lot 475 and part of lot 896; northeastwards by Frontenac Street; southeastwards by part of lot 457; and southwestwards by Brunet Street."

Given at Mont Laurier, this September 27th, one thousand nine hundred and fifty-four.

RENÉ LEDUC,

Secretary-Treasurer.

38159-40-2

Province de Québec

Province of Quebec

CITÉ DE LACHINE

CITY OF LACHINE

Avis public est par le présent donné par le soussigné Émile Daoust, greffier de la cité de Lachine, que sous l'autorité de la Loi des cités et villes, S.R.Q., 1941, l'immeuble ci-après désigné, sera vendu à l'enchère publique, dans la salle des délibérations du Conseil, à l'Hôtel de Ville, dans la cité de Lachine, MARDI, le DEUXIÈME jour de NOVEMBRE, mil neuf

Public notice is hereby given by the undersigned, Émile Daoust, city clerk of the city of Lachine, that under authority of the Cities' and Towns' act, S.R.Q., 1941, the immovable hereunder described will be sold by public auction, in the meeting room of the Council, at the City Hall, in the city of Lachine, TUESDAY, the SECOND day of NOVEMBER, nineteen

cent cinquante-quatre, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes municipales, générales, spéciales et scolaires dues à ladite cité, à moins que lesdites redevances municipales et scolaires ne soient payées avec les frais encourus avant la vente.

hundred and fifty-four, at TEN o'clock in the forenoon, for the general, municipal, special and school taxes due to the said city, unless the said municipal and school dues be paid with costs incurred before the sale.

Ville de Lachine — Town of Lachine

N° d'ordre Order No.	Propriétaires cotisés Assessed proprietors	N° cadastral Cadastral No.	Sub-division Sub-division	Emplacement Location	Taxes gen. seol. spec. am. locales Gen. school spec. local imp. taxes	Intérêt Interest	Grand total Grand total
1.....	Succession John Jeremiah Cook, autrefois représenté par Dame Alice Elizabeth Stanley Cook, épouse séparée de biens de Frank Hugh Cotterill Sifton; John Verner Cook; George Stuart Haigh Cook; Dame Margaret Alexandra Cook, épouse séparée de biens de Henry John Cunningham Ireton, tous de la cité de Toronto, dans la province d'Ontario; Dame Felicia Hannah Cook, épouse séparée de biens de John Roderick Bullman de Hereford, Royaume-Uni, et la Succession James Armstrong, autrefois représentée par Dame Mary Bromley, veuve de James Armstrong, Dame Letitia Riddell Armstrong, épouse séparée de biens de Albert Ernest McCulloch et George H. Armstrong, tous de la cité de Toronto, dans la province d'Ontario, Dame Sarah Margaret Armstrong, épouse séparée de biens de Ronald Snell MacLinnon, du village de Forest Hill dans la province d'Ontario, Dame Marion Bromley Armstrong, veuve de Louis Hertz, de la cité de Toronto, dans la province d'Ontario et autrefois de Litchfield dans l'Etat de Connecticut, États-Unis d'Amérique.— Estate John Jeremiah Cook, formerly representend by Mrs. Alice Elizabeth Stanley Cook, wife separate as to property of Frank Hugh Cotterill Sifton; John Verner Cook; George Stuart Haigh Cook; Mrs. Margaret Alexandra Cook, wife separate as to property of Henry John Cunningham Ireton, all of the City of Toronto, in the Province of Ontario; Mrs. Felicia Hannah Cook, wife separate as to property of John Roderick Bullman de Hereford, United Kingdom, and the James Armstrong Estate, formerly represented by Mrs. Mary Bromley, widow of James Armstrong, Mrs. Letitia Riddell Armstrong, wife separate as to property of Albert Ernest McCulloch and George H. Armstrong, all of the City of Toronto, in the Province of Ontario, Mrs. Sarah Margaret Armstrong, wife separate as to property of Ronald Snell MacLinnon, of the Village of Forest Hill in the Province of Ontario, Mrs. Marion Bromley Armstrong, widow of Louis Hertz, of the City of Toronto, in the Province of Ontario and formerly of Litchfield in the State of Connecticut, United States of America.	753.....	200..... (sans bâtisse) (Without buildings)	4eme Ave 4th Ave	\$10.64	\$ 0.35	\$10.99

Donné sous mon seing, à Lachine, ce cinquième jour d'octobre, mil neuf cent cinquante-quatre. (Seau).

Le Greffier de la cité de Lachine,
38209-41-2-o ÉMILE DAOUST.

Given under my hand, at Lachine this fifth day of October, nineteen hundred and fifty-four. (Seal).

ÉMILE DAOUST,
Clerk of the city of Lachine.

VENTES PAR SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES ET HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

LABELLE

Fieri Facias
Canada — Province de Québec
District de Labelle

Cour Supérieure N° 4256 { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, Corps politique et incorporé ayant son siège Social à Québec, demanderesse, vs PIERRE RAYMOND, cultivateur de Mont-Laurier, District de Labelle, défendeur.

A savoir: le lot de terre cadastralement désigné sous le N° 8 (huit) du premier rang du canton de Wurtule, avec tout bâtiment y érigé.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Mont-Laurier, district de Labelle, le DIX-HUITIÈME jour d'OCTOBRE 1954 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ADRIEN LAROSE.
Mont-Laurier, le 9 septembre 1954.
38044-38-2-o

LABELLE

Fieri Facias
Canada — Province de Québec
District de Labelle

Superior Court, No. 4256 { THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate having its head office at Quebec, plaintiff, vs PIERRE RAYMOND, farmer of Mont Laurier, District of Labelle, defendant.

To wit: that lot of land with cadastral designation No. 8 (eight) range one, township of Wurtule, with buildings erected thereon.

To be sold at the parochial Church door of Mont Laurier, District of Labelle, on the EIGHTEENTH day of OCTOBER 1954, et TEN o'clock in the forenoon.

ADRIEN LAROSE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Mont Laurier, September 9, 1954.
38044-38-2

MONTRÉAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
C. S. — District de Montréal

Montréal, à savoir: { **DAME MARY NESS**,
N° 292874. { épouse séparée de
{ biens de Harry Ralph, de-
manderesse, vs **HARRY RALPH**, défendeur.

Un lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Jeanne Mance, connu et désigné comme étant la subdivision 240 du lot cadastral N° 345 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent.

Un lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Jeanne Mance, connu et désigné comme étant la subdivision 241 du lot cadastral N° 345 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent.

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT et UNIÈME jour d'OCTOBRE 1954, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU,
Montréal, 14 septembre 1954. 38061-38-2

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { **LÉONIDAS BIBEAU**
N° 341773. { demandeur: vs **LÉO-**
{ **POLD GUILBAULT** dé-
fendeur & **J. LAURENT RAYNAULT** curateur
au délaissement.

Comme appartenant au défendeur mais en la possession du curateur au délaissement.

"Un certain emplacement ayant front sur la rue St-Dominique, dans la cité de Montréal, connu et désigné comme étant les lots nos dix-huit et dix-neuf de la subdivision officielle du lot N° mille quarante-neuf (1049-18 et 19) sur le plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Louis, avec les bâtisses y érigées et portant les nos civiques 3847 à 3853 de ladite rue St-Dominique".

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZE NOVEMBRE 1954, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU,
Montréal, 5 octobre 1954. 38219-41-2-0

SAGUENAY

Canada, Province de Québec
District de Saguenay

Cour Supérieure, { **DR. VICTOR LACOUR-**
N° 7664. { **CIÈRE**, médecin prati-
{ quant à La Malbaie, comté
de Charlevoix, demandeur vs **ULDÉRIC KEL-**
LEY, entrepreneur forestier, de St-Aimé des
Lacs, comté de Charlevoix, défendeur.

Un certain emplacement situé dans la paroisse de Ste-Agnès, faisant partie du lot deux cent soixante-quatorze (P. 274) du cadastre officiel pour la dite paroisse de Ste-Agnès, sur le côté sud-ouest du chemin public, contenant 60 pieds de largeur sur le chemin public et 100 pieds de profondeur à partie dudit chemin public et borné comme suit: en front au nord-est au chemin public, d'un côté au nord à un chemin privé vendu à Mr. M. Ferron, et des deux autres côtés, au reste dudit lot appartenant au vendeur, avec bâtisses, dépendances et circonstances.

Pour être vendu à la porte de l'Église paroissiale de St-Aimé des Lacs, LUNDI, le VINGT-DEUXIÈME jour du mois de NOVEMBRE

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
S. C. District of Montreal

Montreal, to wit: { **DAME MARY NESS**,
No. 292874. { wife separate as to
{ property of Harry Ralph,
plaintiff; vs **HARRY RALPH**, defendant.

A lot of land situated in the City of Montreal, fronting on Jeanne Mance Street known and designated as Subdivision 240 of Cadastral Lot No. 345 on the official Plan and Book of Reference of the Parish of St Laurent.

A lot of Land situated in the City of Montreal, fronting on Jeanne Mance Street, known and designated as Subdivision 241 of Cadastral Lot No. 345, on the Official Plan and Book of Reference of the Parish of St. Laurent.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on OCTOBER TWENTY-FIRST, 1954, at TEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, September 14th, 1954. 38061-38-2-0

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { **LÉONIDAS BIBEAU**,
No. 341773. { plaintiff; vs **LÉO-**
{ **POLD GUILBEAULT**, de-
fendant, & **J. LAURENT RAYNAULT**, cura-
tor to the Surrender.

As belonging to the defendant but in the possession of the Curator to the Surrender.

"A certain emplacement fronting on St. Dominique Street, in the City of Montreal, known and designated as being lots number eighteen and nineteen of the official subdivision of lot No. one thousand and forty-nine (1049-18 and 19) on the official plan and book of reference of St. Louis Ward, with buildings erected thereon and bearing civic numbers 3847 to 3853 of said St. Dominique Street".

To be sold, at my office, in the city of Montreal, the TWELFTH day of NOVEMBER 1954, at ELEVEN o'clock in the morning.

CAISSE & HURTEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, October 5th, 1954. 38219-41-2

SAGUENAY

Canada, Province of Quebec
District of Saguenay

Superior Court, { **DR. VICTOR LACOUR-**
No. 7664. { **CIÈRE**, Physician prac-
{ tising at La Malbaie, County
of Charlevoix, plaintiff vs **ULDÉRIC KELLEY**,
lumbering contractor, of St. André des Lacs,
County of Charlevoix, defendant.

A certain emplacement situate in the Parish of St. Agnès, forming part of lot two hundred and seventy-four (P. 274) of the official cadastre for the said parish of St. Agnès, on the south-west side of the public road, containing 60 feet in width on the public road and 100 feet in depth as from the said public road, and bounded as follows: in front, northeasterly, by the public road, on one side, northwards, by a private road sold to Mr. M. Ferron, and on the two other sides, by the residue of the said lot belonging to the vender, with buildings, dependencies and circumstances.

To be sold at the parochial Church door of St. Aimé des Lacs, MONDAY the TWENTY-SECOND day of the month of NOVEMBER,

mil neuf cent cinquante-quatre, à DEUX heures de l'après-midi.

Fait et signé à La Malbaie, ce 5 octobre 1954.

38230-41-2-o

Le Député-Shérif,
J. B. CARRÉ.

one thousand nine hundred and fifty-four, at TWO o'clock in the afternoon.

Made and signed at La Malbaie, this October 5th, 1954.

38230-41-2

J. B. CARRÉ,
Deputy Sheriff.

ST-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris

District de St-François, Sherbrooke

Cour Supérieure, N° 12626. { THÉODORE LANGLOIS, commerçant de Magog, faisant affaire seul, à Magog, sous le nom de Théo. Langlois & Cie. Enrg., district de St-François, demandeur; vs STANISLAS ROBIDAS, de Sherbrooke, district de St-François, et STANLEY SHARPE, en sa qualité de syndic, dans la faillite de Stanislas Robidas, de Sherbrooke, district de St-François, défendeurs.

"Le lot numéro trente-et-un (31) sur le plan de subdivision du lot numéro sept cent trente-deux (732) aux plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Est de la cité de Sherbrooke, avec les bâtisses dessus érigées."

Pour être vendu au bureau du shérif, au Palais de Justice, Sherbrooke, le DIX NOVEMBRE 1954, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, JOSEPH LABRECQUE. [Première insertion, le 9 octobre 1954] Sherbrooke, ce 2 octobre 1954. 38207-41-2-o

ST-FRANCIS

Fieri Facias de Terris

District of St. Francis, Sherbrooke

Superior Court, No. 12626. { THÉODORE LANGLOIS, trader, of Magog, doing business alone at Magog, under the name of Théo. Langlois & Cie, Enrg., district of St. Francis, plaintiff; vs STANISLAS ROBIDAS, of Sherbrooke, district of St. Francis, and STANLEY SHARPE, in his quality as syndic in the bankruptcy of Stanislas Robidas, of Sherbrooke, district of St. Francis, defendants.

"Lot number thirty-one (31) on the subdivision plan of lot number seven hundred and thirty-two (732) upon the official plan and book of reference for the East Ward of the city of Sherbrooke, with buildings thereon erected."

To be sold at the sheriff's office, Court House, Sherbrooke, on the TENTH of NOVEMBER 1954, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, JOSEPH LABRECQUE, Sheriff. [First insertion on the 9th of October 1954] Sherbrooke, this 2nd day of October 1954. 38207-41-2-o

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, N° 23228. { EDOUARD CHARLES GAUTHIER, demandeur vs ROSARIO BELISLE, défendeur.

"Les lots de terre portant les numéros 58, 59, 109 et 119 au plan et livre de renvois officiels faits pour la paroisse de Saint-Janvier, dans le comté de Terrebonne."

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de Saint-Janvier le VINGTIÈME jour d'OCTOBRE 1954 à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, ALB. FOURNELLE. St-Jérôme, le 13 septembre 1954. 38045-38-2-o

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 23228. { EDOUARD CHARLES GAUTHIER, plaintiff, vs ROSARIO BELISLE, defendant.

"The lots of land bearing numbers 58, 59, 109 and 119 at the Official plan and book of reference made for the parish of Saint-Janvier in the county of Terrebonne."

To be sold at the Catholic church door of the parish of Saint-Janvier the TWENTIETH day of OCTOBER, 1954, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, ALB. FOURNELLE, Sheriff. St-Jérôme, September 13th, 1954. 38045-38-2-o

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, N° 23,482. { J. B. LAFRENIÈRE, notaire de ville Ste-Agathe des Monts, district de Terrebonne, demandeur; vs DÉLIA BERTIN, veuve non remariée de Richard Lavallée en son vivant menuisier de ville Ste-Agathe des Monts, district de Terrebonne, et ladite Délia Bertin actuellement domiciliée à Dalhousie province de N. B., Canada, défenderesse.

"Un terrain situé en la ville de Ste-Agathe des Monts sur le côté ouest de la rue St-André, pris à même le lot de terre numéro onze A (P. 11A), du quatrième rang du canton Beresford, au cadastre officiel de la paroisse de Ste-Agathe des Monts; mesurant quarante-cinq pieds (45') de largeur sur cent seize pieds (116') de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, borné en front à l'est par la rue St-André, en profondeur à l'ouest par le lot 11A-18, du côté sud partie

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 23,482. { J. B. LAFRENIÈRE, notary of the Town of St. Agathe des Monts, district of Terrebonne, plaintiff; vs DÉLIA BERTIN, unmarried widow of Richard Lavallée, in his lifetime a carpenter of the Town of St. Agathe des Monts, district of Terrebonne, and the said Délia Bertin presently domiciled at Dalhousie, Province of N.B., Canada, defendant.

"A piece of land situate in the Town of St. Agathe des Monts on the West side of St. André Street, taken from lot of land number eleven A (P. 11A), Range four of the Township of Beresford, on the official cadastre of the parish of St. Agathe des Monts; measuring forty-five feet (45') in width, by one hundred and sixteen feet (116') in depth, English measure and more or less, bounded to the front and east by St. André Street, in depth and to the west by lot 11A-18,

par le terrain d'un nommé Meilleur et partie par le terrain de P. Brunet, et du côté nord par la propriété de Fabien Giroux ou représentants. Avec une maison dessus construite et ses dépendances. Tel que le tout se trouve actuellement, avec toutes les servitudes y attachées."

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de la ville de Ste-Agathe des Monts, le VINGTIÈME jour d'OCTOBRE 1954 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
ALB. FOURNELLE,
Bureau du Shérif, St-Jérôme le 13 septembre 1954. 38062-38-2-0

on the south side partly by the land of a so-called Meilleur and partly by the land of P. Brunet, and on the north side by the property of Fabien Giroux or representatives. With house erected thereon and dependencies. All of which as it actually stands, with all servitudes attaching thereto.

To be sold at the Catholic Church door of the Town of St. Agathe des Monts, the TWENTIETH day of OCTOBER 1954 at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ALB. FOURNELLE,
Sheriff's Office, St. Jérôme, September 13th, 1954. 38062-38-2

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 41

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:	
Bélanger vs Renaud.....	2991
ARRÊTÉ EN CONSEIL:	
981 — Concernant certains actes administratifs du département de la chasse et des pêcheries.....	2991
AVIS AUX INTÉRESSÉS:	2973
AVIS DIVERS:	
Darling Brothers Employees' Credit Union (Fondation).....	2993
La Caisse d'Économie Carling (Fondation).....	2993
L'Association des Contracteurs du Comité de Saguenay (Formation).....	2993
L'Association des Mesureurs de Bois Licenciés de la province de Québec (Règlement).....	2995
Parent, village de (Barrage).....	2995
S. F. Vest Company Ltd. (Directeurs) ..	2993
St. Rita's Credit Union (Fondation) ..	2993
Syndicat Professionnel des Instituteurs et Institutrices Catholiques de Victoriaville Inc. (Changement de nom) ..	2994
The Quebec Labrador Pioneers Association (Directeurs).....	2994
Vance Johnson Limited (Dist. de l'actif).....	2994
BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:	
Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session	2987
CHARTES — ABANDON DE:	
Cie de Bœuf de l'Ouest "Hochelaga" Ltée — "Hochelaga" Western Beef Co. Ltd.....	2996
La Clinique du Bon Secours Inc.....	2996
Latour & Dupuis Ltée.....	2997
Laurentide Development Corp.....	2997
Lighting Equipment Inc.....	2997
Taxis Laurier Limitée.....	2997
University Tower Garage Ltd.....	2997
Vance Johnson Limited.....	2996
COMPAGNIE AUTORISÉE À FAIRE DES AFFAIRES:	
Colonial Tool Company, Limited.....	2998
CURATELLE PUBLIQUE:	
Succession Carolus Vallée.....	2998
DEMANDES À LA LÉGISLATURE:	
Boutet, Joseph-André-Maurice.....	2988

Index of the Quebec Official Gazette, No. 41

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:	
Bélanger vs Renaud.....	2991
ORDER IN COUNCIL:	
981 — Concerning certain administrative agreements of the Department of Game and Fisheries.....	2991
NOTICE TO INTERESTED PARTIES:	2973
MISCELLANEOUS NOTICES:	
Darling Brothers Employees' Credit Union (Foundation).....	2993
La Caisse d'Économie Carling (Foundation).....	2993
L'Association des Contracteurs du Comité de Saguenay (Formation).....	2993
The Quebec Licenced Cullers' Association (By-Law).....	2995
Parent, village of (Dam).....	2995
S. F. Vest Company Ltd. (Directors) ..	2993
St. Rita's Credit Union (Foundation) ..	2993
Syndicat Professionnel des Instituteurs et Institutrices Catholiques de Victoriaville Inc. (Change of name).....	2994
The Quebec-Labrador Pioneers Association (Directors).....	2994
Vance Johnson Limited (Dist. of the assets).....	2994
BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:	
Concerning to private bills to be introduced during the coming session....	2987
CHARTERS — SURRENDER OF:	
Cie de Bœuf de l'Ouest "Hochelaga" Ltée — "Hochelaga" Western Beef Co. Ltd.....	2996
La Clinique du Bon Secours Inc.....	2996
Latour & Dupuis Ltée.....	2997
Laurentide Development Corp.....	2997
Lighting Equipment Inc.....	2997
Taxis Laurier Limitée.....	2997
University Tower Garage Ltd.....	2997
Vance Johnson Limited.....	2996
COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:	
Colonial Tool Company, Limited.....	2998
PUBLIC CURATORSHIP:	
Estate of Carolus Vallée.....	2998
APPLICATIONS TO LEGISLATURE:	
Boutet, Joseph-André-Maurice.....	2988

Contrecoeur, commissaires d'écoles du village de	2990
Delson, village de <i>et al.</i>	2987
Grand'Mère, commissaires d'écoles de	2987
Hôpital de L'Espérance de St-Laurent	2988
Kénogami, commissaires d'écoles de la ville de	2990
Lachute, ville de	2987
La Tuque, ville de	2991
Succession Gaston Gagnon	2990
Succession Lady Amy Redpath Roddick	2990
Reinhardt-Drolet, Dame Fabiola	2987
St-Gabriel de Brandon, commissaires d'écoles du village de <i>et al.</i>	2989
Terrebonne, ville de	2988

Contrecoeur, School Commissioners of the village of	2990
Delson, village of <i>et al.</i>	2987
Grand'Mère, School Commissioners of	2988
Hôpital de L'Espérance de St-Laurent	2988
Kénogami, School Commissioners of the town of	2990
Lachute, town of	2987
La Tuque, town of	2991
Estate of Gaston Gagnon	2990
Estate of Lady Amy Redpath Roddick	2990
Reinhardt-Drolet, Dame Fabiola	2987
St-Gabriel de Brandon, School Commissioners of the village of <i>et al.</i>	2989
Terrebonne, town of	2988

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

DEPARTMENTAL NOTICES:

AFFAIRES MUNICIPALES:

MUNICIPAL AFFAIRS:

St-Paulin Dalibaire, paroisse de	2998
--	------

St-Paulin Dalibaire, parish of	2998
--------------------------------------	------

INSTRUCTION PUBLIQUE:

EDUCATION:

Municipalité scolaire de:

School Municipality of:

Barnston	2999
Chicoutimi nord, ville de	3001
Delage	2999
Examen des aspirants à la charge d'inspecteurs d'écoles	2999
Hincks	2999
Malartic	3000
McMasterville, village de	2999
Shawinigan-Falls	3001
St-Adelme	3001
Ste-Marie-Médiatrice	3001
St-Gabriel-de-Brandon, paroisse de	2999
St-Joseph-de-Wakefield (Catholique)	3001

Barnston	2999
Chicoutimi North, town of	3001
Delage	2999
Examination of candidates for the position of Inspector of Schools	2999
Hincks	2999
Malartic	3000
McMasterville, village of	2999
Shawinigan-Falls	3001
St-Adelme	3001
Ste-Marie-Médiatrice	3001
St-Gabriel-de-Brandon, parish of	2999
St-Joseph-de-Wakefield (Catholic)	3001

TERRES ET FORÊTS:

LANDS AND FOREST:

Service du Cadastre:

Cadastral Branch:

La Minerve, canton de	3002
Lussier, canton de	3002
Montréal, paroisse de	3002
Provost, canton de	3002
Ste-Foy, paroisse de	3002

La Minerve, township of	3002
Lussier, township of	3002
Montreal, parish of	3002
Provost, township of	3002
Ste-Foy, parish of	3002

EXAMEN DU BARREAU:

BAR EXAMINATION:

Bas St-Laurent: étude du droit	3003
--------------------------------------	------

Lower St. Lawrence: study of law	3003
--	------

LETTERS PATENT:

LETTERS PATENT:

Arlington Investments Ltd.	2974
Association de Pêche & Chasse du Lac Bowker — Lake Bowker Fish and Game Association	2975
Ben Berke & Son Inc.	2975
Canadian Family Food Plan Ltd.	2975
Cap Curling Club Inc.	2976
Deconninck & Frère Ltée	2976
Dominique Labbé Limitée	2976
F. DeRice Ltd.	2977
General Insurance & Claim Service Inc. — Service Général d'Assurances & Réclamations Inc.	2977
Georges-H. Couillard Inc.	2977
Gounod Construction Limitée	2978
Grundmann K. G. Export & Import Ltd — Grundmann K. G. Exportateurs & Importateurs Ltée	2978
Home Safety Supply Limited	2979
Intercontinental Corporation of Quebec Ltd.	2979
Iona Construction Ltd.	2979
J. Agnew Footwear Ltd.	2980
Joe Perreault Limited	2980
J. P. Bergevin Limitée	2980
Kasner's Lingerie Shoppe Inc.	2981
Le Centre Médical Ste Madeleine Inc.	2981
Liesse Lumber Co. Ltd.	2981

Arlington Investments Ltd.	2974
Association de Pêche & Chasse du Lac Bowker — Lake Bowker Fish and Game Association	2975
Ben Berke & Son Inc.	2975
Canadian Family Food Plan Ltd.	2975
Cap Curling Club Inc.	2976
Deconninck & Frère Ltée	2976
Dominique Labbé Limitée	2976
F. DeRice Ltd.	2977
General Insurance & Claim Service Inc. — Service Général d'Assurances & Réclamations Inc.	2977
Georges-H. Couillard Inc.	2977
Gounod Construction Limitée	2978
Grundmann K. G. Export & Import Ltd — Grundmann K. G. Exportateurs & Importateurs Ltée	2978
Home Safety Supply Limited	2979
Intercontinental Corporation of Quebec Ltd.	2979
Iona Construction Ltd.	2979
J. Agnew Footwear Ltd.	2980
Joe Perreault Limited	2980
J. P. Bergevin Limitée	2980
Kasner's Lingerie Shoppe Inc.	2981
Le Centre Médical Ste Madeleine Inc.	2981
Liesse Lumber Co. Ltd.	2981

Litho Saint-Paul Limitée.....	2982	Litho Saint-Paul Limitée.....	2982
Marc Rousseau & Frère Ltée.....	2982	Marc Rousseau & Frère Ltée.....	2982
Nagle Elevator Company Inc.....	2952	Nagle Elevator Company Inc.....	2952
Niagara Films Inc.....	2983	Niagara Films Inc.....	2983
Pâtisserie et Buffet Brault Inc.....	2983	Pâtisserie et Buffet Brault Inc.....	2983
Pentagon Mining Corporation.....	2983	Pentagon Mining Corporation.....	2983
Provost Construction Limitée.....	2984	Provost Construction Limitée.....	2984
Rigaud Development Inc.....	2984	Rigaud Development Inc.....	2984
Saguenay Pole Line Wire & Cable Construction Limited.....	2984	Saguenay Pole Line Wire & Cable Construction Limited.....	2984
Sigma Realty Corporation.....	2985	Sigma Realty Corporation.....	2985
Slack Brothers Limited.....	2985	Slack Brothers Limited.....	2985
South Shore Commercial Development Corp.....	2955	South Shore Commercial Development Corp.....	2955
Sports Equipment Company.....	2956	Sports Equipment Company.....	2956
Supplies Services Ltd.....	2956	Supplies Services Ltd.....	2956
Victoria Provisions Limited.....	2956	Victoria Provisions Limited.....	2956
PROCLAMATION:		PROCLAMATION:	
Convocation of the Legislature for the dispatch of business.....	3003	Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires.....	3003
SIÈGES SOCIAUX:		HEAD OFFICES:	
Charles Guilbault Inc.....	3003	Charles Guilbault Inc.....	3003
Gosford Lumber Co., Ltd.....	3004	Gosford Lumber Co., Ltd.....	3004
Les Entreprises Gafu Enterprises Inc..	3004	Les Entreprises Gafu Enterprises Inc..	3004
SOUSSIONS:		TENDERS:	
Escoumains, municipalité de.....	3016	Escoumains, municipality of.....	3016
Farnham, ville de.....	3004	Farnham, town of.....	3004
Grand'Mère, cité de.....	3007	Grand'Mère, city of.....	3007
Ile Perrôt, commissaires d'écoles de...	3011	Ile Perrôt, School Commissioners of...	3011
Pointe-Claire, ville de.....	3012	Pointe-Claire, town of.....	3012
Shawinigan-Sud, village de.....	3008	Shawinigan-South, village of.....	3008
Ste-Agathe No 2, commissaires d'écoles de.....	3004	Ste-Agathe No 2, School Commissioners of.....	3004
St-Félicien, commissaires d'écoles de la paroisse de.....	3009	St-Félicien, School Commissioners of the parish of.....	3009
St-Hubert, municipalité de.....	3006	St-Hubert, municipality of.....	3006
St-Louis-de-Courville, commissaires d'écoles de.....	3010	St-Louis-de-Courville, School Commis- sioners of.....	3010
St-Sauveur, commissaires d'écoles de..	3014	St-Sauveur, School Commissioners of..	3014
Terrebonne, commissaires d'écoles de la ville de.....	3015	Terrebonne, School Commissioners of the town of.....	3015
VENTE, LOI DE FAILLITE:		SALE, BANKRUPTCY ACT:	
Duval, Paul-Émile.....	3017	Duval, Paul-Émile.....	3017
VENTES POUR TAXES:		SALES FOR TAXES:	
Lachine, cité de.....	3018	Lachine, city of.....	3018
Mont-Laurier, ville de.....	3018	Mont-Laurier, town of.....	3018
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
LABELLE:		LABELLE:	
L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Raymond.....	3019	Quebec Farm Credit Bureau vs Ray- mond.....	3019
MONTRÉAL:		MONTREAL:	
Bibeau vs Guilbault.....	3020	Bibeau vs Guilbault.....	3020
Ness vs Ralph.....	3020	Ness vs Ralph.....	3020
SAGUENAY:		SAGUENAY:	
Lacourcière vs Kelley.....	3020	Lacourcière vs Kelley.....	3020
SAINT-FRANÇOIS:		SAINT FRANCIS:	
Langlois vs Robidas <i>et al.</i>	3021	Langlois vs Robidas <i>et al.</i>	3021
TERREBONNE:		TERREBONNE:	
Gauthier vs Belisle.....	3021	Gauthier vs Belisle.....	3021
Lafrenière vs Bertin.....	3021	Lafrenière vs Bertin.....	3021
38175-0		38175-0	